

DINAN AGGLOMÉRATION

ENQUÊTE PUBLIQUE

**Pour l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale-Air Énergie
Climat (ScoT-AEC) sur le territoire de la communauté
d'agglomération de Dinan**

PROCÈS VERBAL DE SYNTHÈSE

Enquête du 20 août au 19 septembre 2025

L'enquête publique citée en objet s'est déroulée du 20 août au 19 septembre 2025. Elle a donné lieu à 9 permanences tenues où au moins un membre de la commission d'enquête se tenait à la disposition du public, qui se sont déroulées comme suit :

- Mercredi 20 août 2025 - Siège de Dinan Agglomération - de 8h30 à 12h00.
- Vendredi 22 août 2025 - Maison Intercommunale de Matignon - de 9h à 12h.
- Vendredi 22 août 2025 - Maison Intercommunale de Plancoët - de 14h à 17h.
- Lundi 25 août 2025 - Mairie de Caulnes - de 9h à 12h30.
- Lundi 1er septembre 2025 - Mairie de Pleslin-Trigavou — de 9h00 à 12h00.
- Jeudi 4 septembre 2025 - Siège de Dinan Agglomération - de 8h30 à 12h00.
- Lundi 8 septembre 2025 - Maison Intercommunale de Plancoët - de 9h à 12h.
- Vendredi 12 septembre 2025 - Mairie de Caulnes - de 14h00 à 17h00.
- Vendredi 19 septembre 2025 - Siège de Dinan Agglomération - de 13h30 à 17h00.

Présentation succincte du projet :

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale et Air-Energie-Climat est élaboré à l'échelle de Dinan Agglomération, qui présente la particularité d'être mono EPCI, regroupant 64 communes pour près de 105 000 habitants. Le précédent SCOT approuvé en 2014 recouvrait le Pays de Dinan, hormis la commune de Beausais sur mer, et le territoire s'est également doté d'un PLUiH en 2020 et d'un PCAET en 2022.



Le projet se décline en 5 grands objectifs :

- Construire un projet cohérent et partagé par l'ensemble des communes reposant sur le pacte de gouvernance de l'Agglomération ;
- Assurer Un développement soutenable s'appuyant sur la préservation des ressources naturelles, notamment l'eau et le respect de la biodiversité du territoire ;
- Définir les stratégies de transitions écologiques et énergétiques pour un territoire actif dans la lutte et l'adaptation aux changements climatiques, avec une attention particulière sur le littoral ;
- Conforter l'attractivité et l'identité territoriales, tout en faisant face au défi de la sobriété foncière ;
- Définir une organisation territoriale, tout en poursuivant les objectifs de revitalisation des centralités et de cohésion sociale ;

Vous avez la possibilité d'apporter à la commission d'enquête tout élément que vous souhaiteriez porter à sa connaissance en réponse directe aux contributions déposées par le public : informations complémentaires, décisions modifiées, démentis, ...

I. Traitement des observations

L'enquête publique a permis de recueillir **207 contributions** réalisées comme suit :

- 11 sur registre papier (Dinan Agglomération : 1, Caulnes : 1, Matignon : 5, Plancoët : 4, Pleslin-Trigavou : 0);
- 6 par courrier ;
- 17 par courriel hors registre électronique;
- 173 sur registre électronique (dont courriel) ;
- Aucune observation orale retenue.

Il faut retrancher à ce nombre l'observation @1 effectuée par le Président de la commission d'enquête afin de tester le fonctionnement du registre numérique.

De plus, il convient de signaler qu'un courrier est parvenu avant le 20 août, et n'a donc pas été pris en considération, l'enquête n'ayant pas démarré. Cependant, ce courrier a pu être à nouveau déposé par ses auteurs au cours de l'enquête.

Au total, six courriers sont parvenus à la commission d'enquête au siège de Dinan Agglomération,

En effet, si des observations orales ont bien été émises, elles ont été précédées ou suivies de remarques formulées par courrier ou sur le registre électronique, donc comptabilisées par ailleurs.

Une seule observation orale a fait l'objet d'une retranscription sur le registre par la commissaire enquêtrice à la demande du déposant (registre de Caulnes).

Cependant, les échanges avec le public lors des permanences ont été intéressants et enrichissants, car dans l'ensemble tournés vers une volonté d'appropriation du projet soumis à l'enquête publique.

En outre, il y eu plusieurs doublons, à savoir des observations strictement identiques émanant des mêmes personnes, ainsi identifiés : CDA1 et CDA2, @21 et @29, @59, @60 et @61, @77 et @78, @128 et @ 129, @E3 et @75, C1 et C2.

Par ailleurs, certaines observations sont hors-sujet, notamment certaines demandes de constructibilité qui ne correspondent pas à l'objet du ScoT : @E5, @E6, @3, @8, C1, C2, MIM3, MIP4.

Ainsi, sur le nombre total d'observations, environ 92 % des observations ont été réalisées par voie dématérialisée (registre ou courriel).

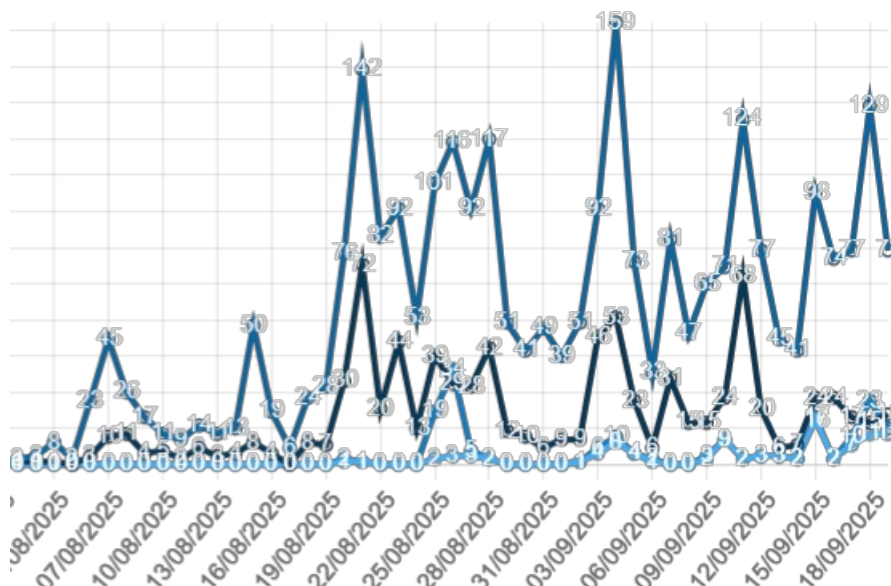
Enfin, certaines particularités sont à noter :

- L'association « Les riverains du quartier du bouloir » et l'association pour un Environnement et un Développement Durable à TREBEDAN et communes environnantes (AEDD) (180 adhérents ont produit des observations relativement conséquentes ;
- Les observations @5 à @ 55 émanent de la même adresse IP ;
- 6 autres séries d'observations par groupe de trois ou quatre proviennent de la même adresse IP ;
- L'Association OÏKOS KAÏ BIOS, domiciliée à AMBILLY (74), a produit 9 observations sur le registre numérique traitant du même sujet, à savoir une opposition générale à tout projet éolien et aux industries photovoltaïques ;
- Le collectif pour la sauvegarde du pays Breton (@67), l'association PLUDEOLIENNES (@68) et l'association AVEL AR FOLLENTEZ (@128 et @129) ont également participé à cette enquête publique ;
- La commission constate qu'une grande partie des observations concernent l'opposition au projet d'éoliennes à Trébédan, observations qui s'apparentent plus à la forme d'une pétition ;
- La commission d'enquête constate que certaines associations habituellement présentes sur ce type d'enquête (Eau et Rivières de Bretagne, Glaz Natur, etc...) n'ont pas émis d'avis sur le projet soumis à l'enquête ;
- La commission d'enquête note l'absence quasi totale de remarques émises par les acteurs économiques, excepté ceux issus du milieu agricole.

La nomenclature retenue classe les observations du public comme suit :

- Le lieu est identifié par
 - @ pour les observations dématérialisées
 - DA pour les observations réalisées au siège de l'enquête, au siège de Dinan Agglomération,
 - MIM pour les observations réalisées à la maison intercommunale de Maignon,
 - MIP pour les observations réalisées à la maison intercommunale de Plancoët,
 - MC pour les observations réalisées à la mairie de Caulnes,
 - MPT pour les observations réalisées à la mairie de Pleslin-Trigavou.
- Le mode de dépôt est identifié par :
 - R pour Registre papier
 - O pour orale
 - C pour Courrier
 - @E pour courriel,
 - @ pour le registre dématérialisé (majorité des contributions)
- Un numéro est conféré par ordre chronologique d'observation déposée à l'enquête

Le graphique ci-après retrace la participation du public pour le registre numérique et met en évidence que celle-ci s'est renforcée dès le début de l'enquête. Au total, 2776 visiteurs uniques ont consulté le site du registre numérique, et 853 visiteurs ont téléchargé au moins un des documents de présentation (soit 30,7 % des visiteurs), et 98 visiteurs ont déposé au moins une contribution (soit 3,5 % des visiteurs). Sans surprise, les documents les plus téléchargés sont l'avis de l'enquête publique (373), l'arrêté d'enquête publique (235), le DOO (134) et les avis des PPA (132).



- Nombre de visiteurs uniques
- Nombre de visiteurs ayant téléchargé au moins un document
- Nombre de visiteurs ayant déposé au moins une contribution
- Nombre de contributions déposées

Le tableau des observations du public est annexé au présent Procès-Verbal de synthèse.

Il est intéressant de noter les thèmes abordés par le public :

Rubriques	Nombre d'observations recueillies par rubrique
Scénario démographique	2
Enveloppe foncière	8
Logements	12
Développement économique	11
Environnement	158
Agriculture	6
Infrastructures	5
PCAET	78
Loi littoral	4
Remarques générales	14

Le Commission d'Enquête encourage le maître d'ouvrage à apporter des éléments de réponse aux observations du public, en particulier lorsqu'elles sont porteuses de propositions.

II. Les avis réglementaires des services concernés :

II.1.1 Avis de l'État

Dans son avis émis le 2 juin 2025, le préfet des Côtes d'Armor :

Émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations détaillées dans la note technique et synthétisées ci-dessous :

Hypothèse démographique :

Le SCOT -AEC prévoit d'ici 2046 l'accueil de 15 000 habitants supplémentaires, il conviendrait de préciser le détail du calcul de ces 15 000 habitants (préciser l'année de référence et la population correspondante (avec intégration de la commune de Baussais -sur-mer). Il aurait été intéressant de prévoir, à minima, un mécanisme d'évaluation et d'ajustement de ces prévisions

Consommation et gestion économe de l'espace

L'État constate le renvoi au PLUiH de la territorialisation des consommations d'espaces, de l'identification des sites déjà artificialisés. Une ventilation (Ville centre, Bourgs pôles, ETC...) de la consommation foncière dans le SCOT-AEC aurait permis une meilleure lisibilité sur l'utilisation du foncier sur le territoire, d'autant plus qu'une partie substantielle des 243 ha a déjà été autorisée ou consommée.

Il conviendrait de présenter le projet de déviation de Plancoët plus précisément, il n'est pas fait mention de la consommation foncière qu'il engendrerait, il n'apparaît pas dans les équipements structurants d'échelles inter communales

Commerce et centralités :

En application de la circulaire ZAN du 31 janvier 2024, les zones d'aménagement concerté font l'objet d'une comptabilisation du foncier particulière. La prise en compte de leur consommation foncière est effectuée au démarrage des travaux. Il est important de préciser que cette comptabilisation ne concerne que les zones d'aménagement concerté et non l'ensemble des zones d'activité commerciale (économique) pour éviter toute confusion.

La création de nouveaux secteurs d'implantation périphérique (SIP) commerciaux est interdite, de même que l'extension foncière des SIP existants. Toutefois, le DOO ne précise pas quelle est la référence pour identifier la surface foncière existante des SIP à la date d'approbation du SCOT. Selon la référence retenue, le périmètre de certains SIP existants pourrait être très consommateur d'espaces naturels ou agricoles.

Activités liées à la mer (conchyliculture)

Le SCOT aborde peu cette thématique, alors que la note d'enjeu de l'État demandait d'identifier les besoins d'installation et d'équipements à terre pour ces activités.

Le Logement

Le DOO pourrait présenter une référence à l'adaptation de la taille des logements aux besoins des ménages pour favoriser les parcours résidentiels

Il serait intéressant de mettre en exergue les moyens pour ralentir la dynamique du développement des résidences secondaires. Le SCOT-AEC mentionne la possibilité pour le PLUi-H de mettre en place des zones ciblées pour l'application de servitude de résidence principales. Une liste des zones devant prioritairement recevoir ce type d'outils aurait permis de légitimer d'autant plus l'action du PLUi-H en la matière.

Le SCOT-AEC de Dinan aurait pu anticiper de façon plus approfondie les évolutions à venir en matière de production de logement, notamment pour les logements locatifs sociaux.

La ressource en eau

Les périmètres de protection des captages AEP et la délimitation de leurs aires d'alimentation ne sont pas reprises dans le programme d'actions.

Il est précisé que les eaux non conventionnelles peuvent depuis le 12 juillet 2024, sous conditions, être réutilisées pour certains usages. Cette réutilisation, si elle est généralisée et territorialisée, peut contribuer à une optimisation de la ressource et il serait pertinent d'intégrer cet élément dans la stratégie territoriale d'économie de la ressource en eau.

-Concernant les réserves sur les volets AEC et Mer et Littoral, outre les observations, Le Préfet demande que des compléments soient apportés au dossier avant son adoption.

AEC :

Le PCAET est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Il concerne tous les secteurs d'activité, sous l'impulsion et la coordination de la collectivité porteuse et il a vocation à mobiliser tous les acteurs du territoire.

- Il conviendrait de rappeler d'une manière plus enrichie, les connaissances pédagogiques élémentaires à connaître, pour permettre au lecteur de comprendre ce qu'est le changement climatique et l'urgence de ne plus attendre pour agir, ainsi que les compétences et obligations de la collectivité d'agir sur le sujet.
- Si le volet AEC du SCoT comporte, conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement, un diagnostic et un plan d'action, le dispositif de suivi et d'évaluation ainsi que le plan d'actions qualité de l'air, pièces réglementaires essentielles au PCAET sont absentes du projet de SCoT-AEC. Une alerte est par ailleurs faite sur la nécessaire stratégie territorialisée.

Compte tenu de ces éléments, Le préfet émet un avis réservé sur les différentes parties de ce volet, qui sera à compléter afin de répondre aux attendues réglementaires en fonction des observations ci-après :

Sur le diagnostic :

De façon générale, le diagnostic est précis et démontre une bonne connaissance et analyse des enjeux du territoire. Les graphiques et les cartes, par leur quantité et leur qualité, sont explicites pour le public novice en la matière.

Les données sont cependant parfois anciennes, elles pourraient être actualisées avec les outils mis en place par l'État (Terristory). Ces outils peuvent aussi servir à réaliser un suivi et une évaluation du volet AEC du SCOT.

Le contexte territorial pourrait être complété en précisant la démarche d'élaboration du volet AEC (calendrier et acteurs associés, gouvernance, modalités de concertation et d'association des acteurs).

L'Agriculture (principal émetteur de GES et PES), le secteur résidentiel tertiaire le transport routier (principaux consommateurs d'énergie) doivent faire l'objet d'actions particulièrement volontariste.

Une attention particulière sera portée sur l'ammoniac, principal polluant atmosphérique émis sur le territoire, sa réduction passera principalement par une meilleure gestion et valorisation des effluents d'élevage.

Le SCOT-AEC prévoit la mise en place d'un observatoire pour permettre de suivre les évolutions en matière de stockage carbone du territoire et le développement de la filière de matériaux biosourcés, mais sans évaluation de ce potentiel de développement.

Sur le Changement Climatique

Le SCOT-AEC souligne qu'au-delà de 1.5 degré de réchauffement, le changement climatique aura des impacts irréversibles. Des actions d'adaptation doivent donc être engagées afin d'améliorer la résilience du territoire, notamment la gestion de la ressource en eau, la préservation de la biodiversité. La TRACC (Trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique), permettrait de proposer des scénarios climatiques pour anticiper les décisions locales.

Sur La nécessaire territorialisation de la stratégie :

- L'absence de stratégie formalisée ne permet pas d'identifier les priorités et les objectifs de la collectivité ainsi que son impact socio-économique, notamment la prise en compte du coût de l'action et celui d'une éventuelle inaction, conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement.
- Il conviendrait que la collectivité se fixe des objectifs pour les différents jalons temporels 2026, 2030 2050 (en adéquation avec les jalons nationaux pour permettre leur appréciation).
- Le PAS affiche des objectifs dans son axe 1 et 3 (diviser par deux la consommation d'énergie du territoire, autonomie énergétique, développement des énergies renouvelables, réduction des GES), sans objectifs opérationnels.
- Le programme d'action du volet AEC, n'est pas décliné par secteur d'activités, les moyens de pilotage et financiers alloués pour une bonne réalisation des actions sont insuffisants.
- Le pilotage proposé pour les quelques actions recensées est principalement porté par Dinan agglomération, la collectivité gagnerait à enrichir ce programme par des actions portées par les différents acteurs socio-économiques.

Sur la qualité de l'air

La loi d'orientation sur les mobilités (2019) donne aux EPCI de plus de 100 000 habitants la responsabilité de définir toutes les actions locales permettant d'atteindre les objectifs territoriaux biennaux concourant au respect des normes nationales. **Un plan d'actions qualité de l'air, dont le contenu est fixé réglementairement, devra donc être intégré au projet de SCoT-AEC préalablement à son adoption. A minima, une étude sur les populations sensibles et leur santé devra être faite en listant notamment la liste des établissements sensibles et leur localisation.**

Sur la réalisation des actions et le pilotage adopté

Conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement. Un comité de pilotage, composé d'élus, d'experts et de représentants des publics cibles permettrait de prioriser les actions du programme d'action, de réaliser la préparation budgétaire et de suivre la mise en œuvre des actions sur le plan opérationnel.

Aménagement et protection du littoral

De façon générale, le DOO ne répond pas pleinement aux prescriptions de l'ordonnance de modernisation des SCoT. Il n'évoque pas, ou trop peu, les orientations fondamentales de l'aménagement, de la protection et de la mise en valeur de la mer et du littoral (article L .141-12 du code de l'urbanisme).

Conformément à l'Art L.141-13 du CU, il aurait été opportun de réaliser une identification des secteurs propices aux ouvrages de défense. À défaut, on pourrait considérer que l'EPCI estime qu'aucun ouvrage n'est nécessaire ou justifié.

Le DOO n'aborde pas suffisamment les vocations des différents secteurs de l'espace maritime, les conditions de la compatibilité entre les différents usages de ces derniers, dans une perspective de gestion intégrée de la zone côtière (article L .141-14 du code de l'urbanisme).

La liste des espaces remarquables est à mettre à jour

Conformément à L'Art L.121-22 du CU, les SCOT doivent prévoir des espaces naturels présentant le caractère de coupure d'urbanisation. Le SCOT ne peut donc pas uniquement renvoyer ce sujet au PLUi-H.

Le SCOT AEC n'évoque pas la manière dont la capacité d'accueil pour les communes littorales est déterminée, alors que l'article L.121-21 du CU l'impose.

Compte tenu de ces éléments, Le préfet émet un avis réservé sur le Volet Aménagement et protection du littoral et sur la partie relative à la capacité d'accueil sur le littoral qui sera à compléter afin de répondre aux attendus du code de l'urbanisme.

Concernant l'Identification des villages et des secteurs déjà urbanisés, outre les différentes observations, Le préfet émet un avis défavorable sur la qualification de « Là Ruais » en secteur déjà urbanisé.

Sur les Villages

Il convient de souligner que les villages identifiés au DOO du SCoT-AEC ne pourront pas recevoir d'extension de l'urbanisation

Certains villages, compte tenu du nombre d'habitations ou de leur densité pourraient plutôt être catégorisés comme secteurs déjà urbanisés tels que La Chiennais et La Rusais (PLOUËR-SUR-RANCE) ou encore La Ville es Pois (LA VICOMTÉ-SUR-RANCE).

Sur l'Identification des secteurs déjà urbanisés (SDU)

Il conviendrait, de préciser le second critère définissant le SDU. Ce second critère d'urbanité « des aménagements urbains (trottoirs, pistes cyclables, arrêt de car...)» apparaît trop large pour permettre une identification précise de ces secteurs contrairement au critère patrimoine ancien plus restrictif

Il est impératif de modifier le mot « minimum » par « maximum » dans le critère « constructions présentant une distance minimum de 25 mètres entre chaque bâti »

La délimitation des secteurs déjà urbanisés sera déterminante au sein du futur PLUiH H. Le préfet attire l'attention sur un certain nombre de secteurs qui de par les critères retenus, peuvent difficilement être considérés comme des SDU : La Ville Est (CREHEN), Les Costières (Saint Lormel), La Hisse (Saint Samson-sur Rance) Montbran (PLEBOULE), La Ruais (Beaussais sur mer). **Concernant la qualification de la Ruais en secteur déjà urbanisé, le préfet émet un avis défavorable.**

Contribution de l'ARS

Ressources en eau

- La révision des périmètres de protection des captages d'eau évoqués dans le DOO ne sont pas repris dans le programme d'actions
- Il serait pertinent d'intégrer l'ensemble des eaux non conventionnelles dans la stratégie territoriale d'économie de la ressource en eau.

Sites Pollués

- Préciser le recours systématique à la méthodologie nationale interministérielle et qu'il convient d'éviter l'implantation d'établissements accueillant des populations sensibles (cf circulaire du 8 février 2007)

Projets photovoltaïques

- Préciser qu'ils ne doivent pas être implantés dans les périmètres de captage d'eau destinés à la consommation humaine

Nuisances sonores

- Outre les infrastructures de transport, il conviendrait de garantir l'absence d'exposition aux nuisances sonores pour les nouveaux quartiers d'habitat à proximité des Zones d'activités
-
- Espèces invasives
- Au regard de la prolifération du moustique tigre, l'adaptation des modèles de construction susceptibles de créer des rétentions d'eau pourrait être intégrée dans la sous -action2
- RADON
- Le DOO pourrait indiquer que construire et rénover nécessite de prendre en compte les recommandations émises par l'autorité de sûreté nucléaire.
-

II.1.2 Avis de la MRAe

L'autorité environnementale a rendu son avis n° 2025-012214 / 2025AB54 en date du 12 juin 2025.

Observations générales

Selon l'Autorité Environnementale, le résumé non technique du dossier présente les enjeux territoriaux de façon claire mais reste trop théorique, nécessitant une explication plus accessible pour le public, surtout concernant la **capacité du territoire à accueillir le projet de développement**. L'évaluation environnementale ne compare **que deux scénarios**, ce qui apparaît trop limité pour un document de cette ampleur.

Le diagnostic de l'état initial de l'environnement est riche, particulièrement sur la biodiversité, mais manque d'un **bilan précis du PCAET** précédent pour évaluer l'efficacité des actions « air énergie climat ». Les hypothèses démographiques du projet sont supérieures aux prévisions de l'Insee et leur justification reste insuffisante ; des **scénarios alternatifs** sont recommandés.

Le SCoT-AEC doit être compatible avec de nombreux documents régionaux et nationaux. Certains objectifs sont précisés, comme la limitation de la consommation d'espaces naturels et la réduction des émissions de gaz à effet de serre, mais des points restent flous, notamment sur **l'amélioration de la qualité de l'air et la décarbonation des mobilités**.

Les mesures d'évitement et de compensation sont axées sur la biodiversité et la maîtrise de l'urbanisation, avec des restrictions d'accès à certains sites vulnérables. Une gestion plus restrictive des **résidences secondaires et locations saisonnières** est suggérée.

Le plan d'actions comporte 33 initiatives réparties en sept axes majeurs, mais il **reste à prouver** qu'elles permettront d'atteindre les objectifs ambitieux fixés, notamment en matière **d'autonomie énergétique et de neutralité carbone**.

Enfin, le dispositif de suivi du SCoT est complet mais doit intégrer des indicateurs sur la qualité des sols, les pratiques agroécologiques, et le bilan détaillé du PCAET de 2023 pour garantir la pertinence des actions menées dans le domaine « air énergie climat ».

Prise en compte de l'environnement et organisation spatiale dans le SCoT-AEC de Dinan Agglomération

Le projet SCoT-AEC prévoit l'accueil de 15 000 habitants et la création de près de 9 900 logements d'ici 2046, tout en limitant l'artificialisation des sols à 243 hectares.

Les mesures pour préserver la biodiversité incluent des règles sur la trame verte et bleue, mais nécessitent un renforcement de la séquence « éviter, réduire, compenser ». **L'impact sur les milieux naturels reste préoccupant, notamment face à la pression touristique et l'urbanisation**. La protection des zones humides doit s'appuyer sur l'étude de leurs fonctionnalités écologiques. Une attention particulière est requise concernant la **gestion des eaux usées et la qualité de l'eau**, avec une évaluation renforcée des capacités de traitement et des incidences sur les milieux. Pour l'eau potable, le développement doit considérer la capacité d'approvisionnement, la gestion durable de la ressource, et encourager la réutilisation d'eaux non conventionnelles. Les projets photovoltaïques doivent être interdits dans les zones de protection des captages d'eau potable.

Dans le contexte du changement climatique, la hausse du niveau de la mer d'ici 2050 est estimée entre 14 et 33 cm par le SCoT-AEC. Bien que le territoire suive le troisième plan national d'adaptation (PNACC), la **stratégie précise de gestion du littoral reste à définir**. Face aux risques accrus de submersion marine selon le GIEC, le SCoT-AEC devrait intégrer ces évolutions dans les documents d'urbanisme afin d'éviter des projets dans les zones à risque. L'Ae recommande notamment un suivi renforcé des connaissances sur les risques, ainsi qu'une étude pour déplacer les équipements sensibles hors des zones dangereuses. Dinan

Agglomération prend en compte le risque croissant de feux de forêt, mais les mesures doivent encore être précisées et évaluées.

Les nuisances sonores ne concernent pas uniquement les transports terrestres. Il est nécessaire d'assurer l'absence de bruit dans les nouveaux quartiers résidentiels, surtout près des zones d'activités.

Adaptation du territoire au changement climatique

Le SCoT-AEC s'appuie sur une prévision d'augmentation de la température moyenne de +2,7°C en France d'ici 2050, conformément à la trajectoire du troisième Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNACC), qui anticipe un réchauffement de +4°C à l'horizon 2100.

• Maîtrise énergétique

En 2021, la production locale d'énergie renouvelable représentait 311 GWh, soit seulement 13 % de la consommation énergétique totale du territoire. Cette production a néanmoins progressé de manière significative (+41 % entre 2017 et 2021). Parallèlement, la consommation énergétique poursuit sa hausse, soulevant la **problématique de la sobriété énergétique**. L'objectif principal du SCoT-AEC est de réduire de moitié la consommation d'énergie d'ici 2050. Cependant, l'efficacité du plan d'action n'a pas été démontrée et le manque d'évaluation du précédent PCAET empêche une appréciation rigoureuse des nouvelles mesures envisagées. L'Ae recommande donc une **démonstration de l'impact réel des actions proposées**, car les trajectoires actuelles ne semblent pas permettre d'atteindre la cible de réduction de moitié de la consommation énergétique d'ici 2050.

• Séquestration du carbone

La réduction annuelle moyenne des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire est de 1,2 % entre 2010 et 2020. À ce rythme, une baisse globale de 31 % des émissions d'ici 2050 par rapport aux niveaux de 2010 serait atteinte, ce qui reste très inférieur à l'objectif fixé dans le PCAET (division par six des émissions totales) et à celui du SRADDET (-65 % entre 2015 et 2050). Le secteur agricole, particulièrement émetteur au sein de Dinan Agglomération, présente un rythme de réduction particulièrement faible (-0,2 % par an en moyenne de 2010 à 2020). Le SCoT-AEC indique que l'effort majeur devra être réalisé entre 2030 et 2050, avec une progression de la séquestration des émissions de GES de 13 % en 2030 à 103 % pour atteindre la neutralité carbone en 2050. **Les objectifs sectoriels sont détaillés sans évaluation de l'efficacité des mesures associées.**

La stratégie décrite dans le PAS demeure générale et théorique. Elle prévoit le développement de plusieurs axes tels que la promotion des modes de déplacement durables (transports collectifs, vélo, marche), la rénovation énergétique du parc immobilier existant, le recours aux énergies décarbonées, ainsi que la diversification et l'évolution des pratiques agricoles. Le renforcement des puits de carbone inclut notamment la restauration des forêts et boisements, la préservation des prairies permanentes via la Trame Verte et Bleue (TVB), l'intégration de la trame brune et la valorisation du compostage des déchets organiques. Enfin, la stratégie de séquestration du carbone repose sur deux secteurs principaux : l'utilisation et le changement d'affectation des terres, incluant la foresterie, ainsi que les technologies de capture et de stockage du carbone concernant les émissions industrielles et énergétiques.

Un effort conséquent demeure nécessaire dans les secteurs agricole (notamment les fertilisants azotés) et des transports afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et de converger vers la neutralité carbone. Il est impératif **d'évaluer l'ensemble des mesures** proposées par Dinan Agglomération.

L'Autorité environnementale (Ae) préconise une analyse approfondie de toutes les actions menées en matière de réduction des émissions de GES, en considération des leviers identifiés, pour mesurer l'efficacité du plan d'actions.

Il convient de souligner que la préservation de la séquestration du carbone implique également de maintenir les prairies permanentes, qui constituent des puits de carbone majeurs.

L'Ae recommande donc l'intégration de mesures spécifiques visant la protection des espaces agricoles et forestiers, incluant l'identification des prairies pour leur capacité de stockage de carbone ainsi que la définition

d’espaces agricoles stratégiques. À titre d’exemple, le SCoT-AEC pourrait désigner des zones agricoles protégées (ZAP) ou établir des périmètres de protection des espaces naturels et agricoles périurbains (PENAP).

• **Mobilités**

L’offre de mobilités s’est développée sur Dinan et ses communes limitrophes avec la mise en place d’un réseau de transports urbains gratuits (Dinamo!) et le déploiement d’un Plan Vélo Communautaire. Toutefois, l’amélioration des liaisons internes entre bourgs-pôles reste une nécessité, l’offre de car BreizhGo assurée par la Région ne couvrant pas l’ensemble des besoins.

Le **développement des transports collectifs** doit être consolidé dans la partie agglomérée de Dinan afin de constituer une alternative crédible à l’usage individuel de la voiture pour les déplacements quotidiens. Le renforcement de la répartition territoriale des bornes de recharge pour énergies alternatives aux carburants fossiles (électricité, GNV) est prévu, tout comme la poursuite du déploiement de nouvelles stations GNV.

Les objectifs du SCoT-AEC consistent à décarboner les mobilités et à optimiser la desserte interne, en cohérence avec l’armature territoriale. Le Document d’Orientations et d’Objectifs (DOO) prévoit notamment l’amélioration des connexions entre les bourgs-pôles et le pôle principal de Dinan pour encourager les trajets domicile-travail, tandis que le transport à la demande et le covoiturage constituent l’essentiel de l’offre pour les communes rurales. L’usage du vélo est favorisé pour les trajets courts, y compris entre bourgs proches, et le SCoT-AEC envisage le développement d’itinéraires cyclables express sécurisés reliant les bourgs aux pôles d’emploi et de services de proximité pour les déplacements quotidiens de moins de 10 kilomètres.

Malgré la présence de six gares sur le territoire de Dinan Agglomération, les liaisons ferroviaires avec le reste de la Bretagne restent perfectibles, notamment vers Rennes et Saint-Malo. Certaines connexions existantes, telles que celles entre Saint-Brieuc/Caulnes/Broons/Rennes ou Saint-Brieuc/Lamballe/Plancoët/Dinan, facilitent les déplacements interrégionaux. Toutefois, le SCoT-AEC identifie comme prioritaire le renforcement de l’offre de dessertes collectives par car ou train en direction des principaux pôles extérieurs : Rennes, Saint-Brieuc, Lamballe, Dinard, Dol-de-Bretagne et Saint-Malo.

Si plusieurs mesures sont prescrites par le SCoT-AEC, leur **mise en œuvre apparaît incomplète** au regard des enjeux identifiés. L’efficacité du plan d’actions doit encore être démontrée pour atteindre les objectifs de décarbonation des mobilités et améliorer la qualité de l’air.

L’Ae recommande donc d’analyser finement les déplacements actuels et de justifier la capacité des réseaux de transport à répondre à une croissance démographique de 15 000 habitants supplémentaires ainsi qu’à l’accroissement du flux touristique.

Le SCoT-AEC reprend les objectifs du PREPA 2030 pour divers polluants atmosphériques et, avec une échéance fixée à 2046, doit définir une stratégie pour 2050 ou prévoir un bilan intermédiaire. L’Ae recommande d’intégrer une stratégie sur la qualité de l’air au SCoT-AEC, ainsi que d’évaluer les actions visant à **préserver la santé humaine**.

II.1.3 Avis des communes membres du périmètre du SCOT de Dinan Agglomération

Communes	Date	Avis	Remarques
AUCALEUC	22/05/25	Favorable	
BEAUSSAIS-SUR-MER	05/05/25	Favorable	
BOBITAL		Aucun	
BOURSEUL	24/04/25	Favorable	
BROONS		Aucun	

BRUSVILY	02/06/25	Favorable	
CALORGUEN	13/05/25	Prend acte	
CAULNES	22/05/25	Favorable	Emet trois réserves : prise en compte des parcelles situées en dent creuse dans les villages, modification de la prescription 144 du DOO (logement des agriculteurs), trop grande rigidité du SCoT qui ne prend pas en compte les situations particulières en ruralité. Voir délibération.
CORSEUL	06/06/25	Favorable	Emet des réserves sur le fait que le logement des agriculteurs soit considéré comme une bâtiment agricole Concernant la ressource en eau, mise en avant d'une possibilité incompatibilité avec la réglementation : l'innovation au niveau pratique peut engendrer des dysfonctionnement et être source de contentieux avec la population car contraire aux prérogatives faites aux usagers
CREHEN		Aucun	
DINAN	22/05/25	Favorable	
EVRAIN		Aucun	
FREHEL	22/05/25	Favorable avec réserves	Le conseil municipal souhaite une meilleure prise en compte des trois bourgs sur Fréhel, de ne pas avoir de surtransposition réglementaire dans un but de cohérence, et un assouplissement des dérogations pour les changements de destinations des friches agricoles.
GUENROC	09/05/25	Favorable	
GUITTE	12/06/25	Favorable	Demande des précisions sur les trames vertes et bleues, notamment pour les conséquences sur les zones limitrophes, ne pas contraindre l'installation artisanale et commerciale en zone rurale, faciliter le changement de destination des bâtiments agricoles.
LA CHAPELLE-BLANCHE	27/05/25	Défavorable	Le conseil municipal constate l'occultation du développement économique et des prescriptions susceptibles de rendre difficile l'installation de commerces ; l'impossibilité de changement de destination d'un hangar agricole vers une autre activité ; incohérence de vouloir créer de l'emploi en contraignant les possibilités, tout comme la non-utilisation des habitations non occupées sur des fermes abandonnées ; l'aménagement d'une liaison vélo en enrobé est en contradiction avec la non-artificialisation des sols ; Le SCoT fige le paysage pour des décennies.
LA LANDEC	29/04/25	Favorable	
LANDEBIA		Aucun	
LANGROLAY-SUR-RANCE	21/05/25	Favorable	
LANGUEDIAS	13/05/25	Favorable	
LANGUENAN		Aucun	
LANVALLAY	16/05/25	Emet des observations	Le CM constate la qualité du travail et la prise en compte des en jeux mais émet des doutes sur la prescription pour

			l'utilisation de matériaux biosourcés et souhaite la mise en avant de la pédagogie et de la sensibilisation. Il souhaite également un affichage plus net sur la maîtrise des résidences secondaires et Air BnB. Il estime que la prise en compte de la biodiversité n'est pas suffisante pour la biodiversité marine et l'impact de certaines activités (conchyliculture ou carénage par exemple) sur cette biodiversité. Enfin, il souhaite des pistes d'amélioration concrètes pour la lutte contre les polluants atmosphériques.
LA VICOMTE-SUR-RANCE	12/06/25	Favorable	
LE HINGLE	13/06/25	Favorable avec observations	Le CM souligne la nécessité de préserver les ressources en eau et la biodiversité. Il est sceptique sur les objectifs d'attractivité des centralités et regrette que les prescriptions en matière de foncier et de programmation de logements soient très défavorables au secteur de Guinefort. Enfin, il constate une rédaction trop rigide et trop encadrée du document.
LE QUIOU		Aucun	
LES CHAMPS-GERAUX	13/05/25	Favorable	
MATIGNON		Aucun	
MEGRIT	16/06/25	Prend acte	
PLANCOËT		Aucun	
PLÉBOULLE		Aucun	
PLELAN-LE-PETIT	03/06/25	Favorable	
PLESLIN TRIGAVOU		Aucun	Délibération avec avis favorable à l'unanimité du 17/06/25 non parvenue ?
PLEUDIHEN-SUR-RANCE	28/05/25	Défavorable	Le CM regrette la complexité du document (d'où la difficulté à émettre un avis formel), avec des prescriptions trop contraignantes pour les habitants. Il partage les objectifs généraux visés par le SCoT mais regrette l'inefficacité à la défense du commerce de centralité. Voir délibération.
PLEVENON	22/05/25	Favorable avec réserves	Le CM regrette une vision trop centripète du territoire et un manque de coordination et de coopération au-delà du périmètre de l'agglomération. Il explique que la commune est davantage tournée vers Erquy, Saint Briec et Lamballe que Malignon/Saint Cast ou Dinan. Souhaite que les orientations du PLH prennent en compte l'enjeu des aînés et jeunes y compris sur Plévenon (financement Logts sociaux) Prescription 150 semble réduire les aménagements possibles en espaces proche du rivage. Souhaite le développement du transport à la demande. Souhaite valoriser une commune rurale, agricole, maintien des commerçants... et pas que touristique
PLOREC-SUR-ARGUENON		Aucun	
PLOUASNE		Aucun	
PLOUER-SUR-RANCE	24/04/25	Favorable	

PLUMAUDAN		Aucun	
PLUMAUGAT		Aucun	
QUEVERT	21/05/25	Favorable avec observations	Les prescriptions touristiques paraissent trop fortes et devrait être précisée afin de ne pas compromettre tout projet d'hébergement touristique ; de même, en matière de camping, la rédaction apparaît trop restrictive.
RUCA	02/06/25	Prend acte	
SAINT-ANDRÉ-DES-EAUX		Aucun	
SAINT-CARNÉ	02/04/25	Favorable	
SAINT-CAST LE GUILDON		Aucun	
SAINT-HÉLEN	27/05/25	Favorable avec réserves	Le CM demande une plus grande flexibilité pour les communes rurales afin de ne pas bloquer leur développement, aussi il demande des dérogations sur les plafonds de croissance des communes rurales. L'objectif de réduction de consommation foncière doit être partagé mais différencié selon la typologie des communes et s'interroge sur l'éventuel assouplissement du ZAN. Par ailleurs, il y a une nécessité d'assurer une cohérence nécessaire avec la Bretagne Romantique limitrophe. Il souhaite un affichage clair dans le SCoT du rôle de la forêt de Coëtquen comme cœur de biodiversité qui devrait être explicitement intégré comme espace stratégique à préserver et valoriser.
SAINT-JACUT-DE-LA-MER		Aucun	
SAINT-JOUAN-DE-L'ISLE	03/06/25	Défavorable	Le CM déplore une présentation succincte et considère qu'un territoire qui ne se développe pas meurt. Le SCoT présente un ensemble de contraintes figées jusqu'en 2050 où l'aspect économique et la localisation de la commune ne sont pas pris en compte.
SAINT-JUDOCE	22/05/25	Prend acte	
SAINT-JUVAT	13/05/25	Prend acte	
SAINT-LORMEL	24/04/25	Favorable	
SAINT-MADEN		Aucun	
SAINT-MAUDEZ	24/04/25	Favorable	
SAINT-MELOIR-DES-BOIS	24/04/25	Prend acte avec observations	Estime que la condition de proximité de la friche agricole avec les équipements et services est beaucoup trop limitative et s'interroge sur le devenir de celles-ci si elles ne peuvent être valorisées.
SAINT-MICHEL-DE-PLELAN	15/05/25	Favorable	
SAINT-POTAN	27/05/25	Favorable	
SAINT-SAMSON-SUR-RANCE	15/05/25	Favorable avec réserves	Le CM partage les grands objectifs énoncés dans le DOO du SCoT-AEC mais effectue diverses remarques sur les prescriptions suivantes : 42-acceptabilité sociale (moyen des petites communes), 48-offre de logements dans les bourgs (manque de clarté et insiste sur la nécessité d'avoir une

			variété de typologie des logements), 54-, itinéraires cyclables express (financement), 57-gares-pôles d'échange de Dinan, Caulnes et Plancoët (amélioration du cadencement, financement des aménagements, contraintes d'espace de la gare de la Hisse), 58-Accessibilité multimodale des gares (voir 57), 59- liaison vers les pôles urbains extérieurs (voir 57), 62- périmètre de centralité commerciale (demande de précision sur l'interdiction de s'installer en ZA et manque de cartographie), 77-offre de stationnement véhicules (financement et ingénierie pour la mise en œuvre de la prescription), 86-compacité des formes urbaines (acceptabilité sociale de cette prescription, risque de recours et financement), 88-sobriété foncière de la production de logements (aides financières), 93-objectif de production de logements (objectif très ambitieux au regard du ZAN, voir 88), 97-typologie des logements (s'interroge sur la production de petits logements au regard des besoins des familles et de l'occupation par les personnes âgées de grands logements), 125- itinéraires de randonnée pédestre et cyclotourisme (aide financière et ingénierie), 127- hébergement dans les espaces retro-littoraux et ruraux (prise en compte de la situation particulière de la commune, incohérence des types d'habitat en camping) Voir délibération
TADEN	29/04/25	Favorable	
TREBEDAN	03/06/25	Favorable avec réserves	Emet des réserves concernant le développement des énergies renouvelables dans les zones « sensibles », notamment dans les prescriptions 16,17,18, arguant que le SCoT se contente du critère « éviter » de la démarche ERC (exemple du projet sur sa commune qui devrait bénéficier d'un régime dérogatoire). Le CM souligne également que le DOO réserve trop peu de place aux conséquences de la disparition des haies bocagères
TREFUMEL		Aucun	
TRELIVAN		Aucun	
TREVRON		Aucun	
VAL D'ARGUENON	13/05/25	Favorable	
VILDE-GUINGALAN	22/05/25	Favorable	
YVIGNAC-LA-TOUR	15/05/25	Prend acte	

Sur 64 communes, 22 ne se sont pas exprimées sur un document qui déterminent les principes de l'aménagement du territoire sur 20 ans. Au total, 31 ont émis un avis favorable, le cas échéant avec réserves ou observations, 8 ont pris simplement acte de ce projet, et 3 ont émis un avis défavorable.

II.1.4 Avis des intercommunalités riveraines de Dinan Agglomération

Avis Pays de Brocéliande

Par Délibération en date du 13 mai 2025 le Pays de Brocéliande émet un avis favorable, il note que Les orientations prises dans les domaines de l'habitat et de l'économie présentent de nombreuses similitudes avec celles programmées dans le SCOT du Pays de Brocéliande en cours de révision. Ces orientations sont complémentaires et ne créent pas de risques de compétition ou de fragilisation entre les deux territoires, notamment à leur frontière commune. Dans le domaine commercial, le SCOT de Dinan Agglomération prend des mesures strictes de forte limitation du développement commercial, similaires à celles projetées dans le futur SCOT du Pays de Brocéliande. Cette uniformité de politique commerciale permet d'éviter des effets de concurrence dans les espaces au contact entre les deux territoires. Les orientations prises dans le domaine environnemental et écologique permettent d'identifier et de préserver une trame naturelle continue entre les deux territoires.

Pays de saint Malo

Dans son courrier en date du 10 avril 2025, le Président du Pays de saint Malo , compte tenu de la convergence des objectifs portés, notamment en termes de renouvellement urbain, de densité de logements et de maîtrise des implantations commerciales indique ne pas avoir de remarque particulières.

Toutefois, au regard des caractéristiques communes, il pense que les SCOT respectifs gagneraient à mettre en avant les complémentarités existantes, notamment en matière d'équipements et d'aménagement des deux territoires.

II.1.5 Avis du Conseil Régional

Dans son avis en date du 6 juin 2025, la Région rappelle la hiérarchie des documents de planification. Les SCOT constituant une étape importante pour la déclinaison dans les territoires, des 38 objectifs et 27 règles du SRADDET, la Région a structuré son avis autour de ces règles et pour chacune a développé les principaux diagnostics et prescriptions développés dans le SCOT et émis, en conséquence, ses observations et préconisations autour de quatre grands thèmes : L'Équilibre des territoires, la Biodiversité et ressources, Le Climat et l'Énergie, la Mobilité.

L'Équilibre des Territoires :

Les prescriptions concernant la vitalité commerciale des centralités sont de nature à permettre le développement ou le maintien du commerce de proximité au plus près de l'habitat et de l'emploi. Les objectifs d'accueil de population et d'activités confortent la volonté de structurer l'armature territoriale. Les prescriptions concernant la production de logements locatifs abordables et la mixité s'inscrivent globalement dans la démarche régionale (atteindre 30% de logements abordables). **La Région invite cependant le SCoT à compléter cette ambition en fixant des objectifs territorialisés et chiffrés pour l'ensemble des parties du territoire, ainsi que des objectifs de densité de logements à l'hectare et de lutte contre la vacance.**

Les prescriptions concernant les identités paysagères posent des exigences en matière d'intégration paysagère et de qualité architecturale pour les projets d'aménagement. **La Région invite cependant le SCoT, dans la structuration de ce volet, à s'appuyer sur les unités paysagères ainsi que les 3 entités définies dans l'EIE pour identifier et détailler les mesures adaptées à la spécificité des secteurs à enjeux en matière de paysage, d'architecture et d'urbanisme.**

Les principaux sites touristiques du territoire sont identifiés, le document intègre plusieurs mesures permettant de déconcentrer le flux de touristes et la préservation des espaces naturels soumis à une forte fréquentation. **La Région invite cependant le territoire à identifier plus précisément les espaces naturels soumis à une forte pression touristique (au-delà des seuls sites identifiés comme les plus vulnérables : Cap Fréhel et Fort la Latte) afin d'articuler au mieux fréquentation des sites, itinéraires touristiques et préservation des milieux.**

La question de l'hébergement des saisonniers est abordée (Tourisme et Agriculture), la charge de préciser les secteurs et besoins en logements est renvoyée vers le volet habitat du PLUiH

Des orientations et mesures pour garantir les conditions d'exercice de l'activité agricole sur des espaces préservés de l'urbanisation sont prévus. En revanche, **ne sont pas spécifiquement identifiés dans le document les secteurs prioritaires de remise en état agricole.**

La Région salue le fait que la réduction de la consommation foncière de l'artificialisation des sols constitue le fil conducteur du document. Les prescriptions semblent de nature à limiter significativement la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers et l'artificialisation des sols sur le territoire. **Seule, la résorption de la vacance est peu évoquée dans le calcul sur les besoins de logements** (les logements vacants sont au nombre de 4 475 en 2021, soit 7% du parc total). L'enveloppe de consommation de 243 ha est respectée. L'estimation des 134 ha consommés depuis septembre 2021 jusqu'en 2024 pourrait être appréciée au regard des éléments chiffrés issus de l'outil « MOS » pour l'année 2024, dès qu'ils seront disponibles.

Biodiversité et Ressources :

La Région souligne l'ambition de positionner les trames vertes et bleues comme armature écologique du territoire. Les prescriptions concernant la protection et reconquête de la biodiversité sont de nature à garantir de la biodiversité dans les différentes zones du territoire. Les enjeux des Espaces boisés et de reboisement sont intégrés dans le document, la préconisation de la mise en place d'outils de leur gestion aux différentes échelles du territoire est soulignée. La région salue la qualité du volet qualité de l'air du document dont les objectifs sont en accords avec ceux de la région, ainsi que l'approche prospective menée sur la protection des ressources en eau.

La région note que le document affirme clairement la priorité donnée aux activités nécessitant une proximité de la mer, **un volet maritime dans le document permettrait cependant de compléter les orientations en la matière.**

Pour limiter l'enfouissement, le document porte l'objectif de réduire les déchets et de développer le réemploi. La région souligne que cet objectif doit se faire dans le respect de l'obligation réglementaire en vigueur (division par deux des capacités de stockage en 2025 art L.541-1-7 du CE). Elle note la programmation d'un centre de transfert, en complément **la région encourage Dinan agglomération à mener une réflexion sur les besoins fonciers relatif au tri sélectif.**

Climat Énergie :

Le SCoT-AEC de Dinan Agglomération contribue aux objectifs du SRADDET en affichant la volonté de diviser par 6 les émissions de GES, de multiplier par 2 le stockage carbone et la production d'ENR d'ici 2050. La Région note avec intérêt la prise en compte de la dimension citoyenne autour l'enjeu de production d'ENR, permettant ainsi de favoriser l'acceptabilité de ces projets.

Le croisement des enjeux entre le nécessaire développement des énergies renouvelables et l'impératif de la préservation des ressources et de la biodiversité est fortement encadré. Le document ne donne pas de précision concernant spécifiquement les énergies marines renouvelables. La Région note que Dinan Agglomération dispose d'un schéma des énergies renouvelables et de récupération qui porte une trajectoire vers l'autonomie énergétique du territoire d'ici 2045 avec une production connectée aux besoins locaux.

Globalement, plusieurs éléments concourent à l'objectif de performance énergétique des nouveaux bâtiments. Néanmoins, **la Région invite le SCoT-AEC à préciser son ambition, notamment pour les bâtiments publics.**

Le projet de territoire du SCoT-AEC de Dinan Agglomération constitue en soi dans sa globalité un projet d'adaptation au changement climatique. La question des ressources et de l'adaptation aux évolutions est posée comme un préalable à la définition du projet de développement. Il identifie les vulnérabilités de son territoire au changement climatique sur des thématiques transversales (ressources et milieux, populations ou encore activités économiques). **La Région incite le SCoT à parachever cette ambition en la déclinant en fonction des typologies d'espaces ou en fonction du niveau de polarité de l'armature territoriale.**

Des mesures de gestion et d'évitement au regard des risques d'inondation, de submersion marine et de recul du trait de côte présents sur le territoire sont prévues. Le DOO envisage la possibilité de relocaliser

les activités et les biens situés dans les zones à risques, y compris sur le territoire des communes rétro-littorales, et de renaturer les espaces déconstruits. Il aurait été intéressant que, comme pour le risque inondation, le DOO prévoit de favoriser les solutions fondées sur la nature plutôt que la construction d'ouvrages de protection pour faire face aux risques d'érosion et de submersion.

MOBILITE

Les enjeux relatifs aux mobilités sont bien pris en compte dans les principes d'aménagement. La Région note que ces orientations s'inscrivent en complémentarité et en cohérence avec le "Plan vélo communautaire 2022-2032".

Les principes d'interconnexion entre les déplacements en mode actif ou transports en commun et la réservation du foncier nécessaire sont posés. Afin de faciliter le maillage des aires de covoiturage, les conclusions de l'étude mobilité devrait permettre de préciser davantage les besoins et pratiques en lien avec l'armature territoriale. Dans cette optique, l'opportunité pourrait être saisie d'encourager sur ces aires une information-voyageur multi et intermodale pour accompagner le report vers les mobilités durables actives et partagées dans une logique d'intermodalité.

II.1.6 Avis du Conseil Départemental

Le département par courrier en date du 26 mai 2025 émet un avis favorable, sous réserve de la prise en compte d'observations essentiellement portées sur le programme d'actions.

Le Département demande :

- Que ses services soient associés aux différentes formations programmées dans le cadre de la priorité 1 « pour un environnement favorable à la santé » : reconnaissance des plantes invasives et ou allergène, gestion de la végétation, gestion intégrée des eaux pluviales dans l'aménagement des espaces publics.
- Que les données cartographiques concernant la trame verte et bleue, l'évolution du trait de côte, des points de co-mobilité soient partagées
- D'être associé aux différentes études programmées compte tenu de leur impact éventuel sur le domaine public départemental : développement du réseau cyclable, les projets éoliens et de méthanisation, les réseaux de chaleur.

Il indique que la liste des Espaces Sensibles présentée dans l'État initial de l'Environnement est incomplète. Il demande que le document soit rectifié en fonction du tableau joint à l'avis.

II.1.7 Avis de la Chambre d'Agriculture

Le Président de la Chambre d'agriculture dans son courrier en date du 6 juin 2025 donne un avis réservé à la prise en compte de leurs demandes.

Éléments donnant lieu à des observations majeures : La Chambre considère que certaines prescriptions concernant la trame verte et bleue sont excessivement contraignantes pour l'activité agricole. La carte des trames écologiques ne permet pas une analyse des zonages et de leur incidence sur les exploitations. Elle pense que les règles d'urbanisme associées à ces trames sont très restrictives et pas toujours fondées. Elle demande qu'elles soient nuancées et que soit permise à minima les constructions agricoles dans les corridors écologiques. Elle émet des réserves sur la mise en place d'une zone de protection systématique autour des zones humides. Cette prescription ajouterait une couche réglementaire supplémentaire à une protection qui existe déjà en droit.

Elle s'interroge sur l'efficacité de l'approche de la stratégie foncière et de la transmission agricole indiquées dans les prescriptions 6 et 7 du DOO. La stratégie foncière ne peut que constituer un levier au service d'un véritable projet agricole.

Elle demande une évolution de la prescription 145 concernant le changement de destination des anciens bâtiments agricoles en friche, afin qu'elle intègre explicitement la condition d'absence d'impact négatif sur l'activité agricole environnante.

Elle conteste que les logements de fonction agricole soit considéré comme un bâtiment agricole. Selon leur lecture, la décision du CE du 13 février 2024 reconnaît au logement un lien de fonctionnalité avec l'exploitation agricole, mais en aucun cas une destination agricole au sens du Code de l'urbanisme.

Éléments donnant lieu à des observations et demandes de modifications

La Chambre ne souhaite pas que le PLU traduise réglementairement une zone « Trame verte et bleue ». Elle préférerait une OAP ou une trame informative plus souple.

Elle souhaiterait pour l'implantation des panneaux photovoltaïque au sol que le SCOT fasse référence au document cadre, en cours de finalisation à l'échelle départementale.

Les objectifs de gestion des pratiques agricoles ne pouvant pas être traduits réglementairement dans les PLU, la chambre demande leur retrait pour ne pas créer de la confusion sur le rôle et la portée des documents d'urbanisme.

La chambre rappelle que l'absence d'entretien des ouvrages contre les risques d'inondation pourraient conduire à terme à une perte de surface agricole, il lui apparaît donc indispensable que des solutions de compensation soient prévues pour les exploitants.

Concernant le DOO, elle souhaiterait que certaines prescriptions soient complétées et clarifiées dans la version finale :

- Précision de la prescription 49 « urbanisation par densification des villages » afin de sécuriser son application lors de la déclinaison dans le PLUI,
- Renforcement de la prescription 87 « mutualisation des parkings » en la rendant obligatoire dans les nouveaux secteurs de projets,
- Précision de la prescription 88 « densification de l'enveloppe urbaine » en indiquant que les taux de densification du tableau p 45 constituent des seuils minimaux, d'autant plus que certains d'entre eux paraissent faibles, en conditionnant clairement les extensions d'urbanisation à une justification réelle de besoin
- Intégration claire dans la prescription 151 « application de la loi littorale » de la possibilité d'autoriser les constructions nécessaires à la poursuite et au développement des activités agricoles, (certaines exploitations ayant été repérées sur les sites d'inconstructibilité) ou exclure les parcelles exploitées de ces zones.
- Proposition d'une nouvelle écriture de la prescription 144 « accueil des salariés saisonniers » en les autorisant sur les exploitations agricoles quand c'est nécessaire et quand des difficultés de mobilités peuvent être rencontrées.

La chambre remarque que la cartographie des SIP en annexe 1 du DOO, compte tenu de l'ampleur et du flou des périmètres intègre parfois des secteurs agricoles (Broons, Matignon, Plouasne, Plancoët, Pluduno). Elle préconise de revoir cette cartographie qui pourrait laisser penser une possibilité d'extension sur des espaces à vocation agricole.

Concernant le programme d'action, Elle précise que la Chambre d'agriculture n'a pas vocation à financer l'action « gérer durablement les boisements et massifs forestiers » son rôle se cantonne plus à un accompagnement technique et institutionnel, elle demande donc d'être retirée de la liste des financeurs potentiels.

Elle propose une reformulation de l'action « poursuivre les accompagnements à l'installation et le travail sur l'accès au foncier » afin de mieux expliquer les objectifs, les modalités de mise en œuvre et les partenaires impliqués.

La Chambre d'Agriculture des Côtes d'Armor a formulé un **avis réservé** concernant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Air Énergie Climat (AEC) de Dinan Agglomération, conditionnant un avis favorable à la prise en compte de ses demandes de modification.

II.1.8 Avis des Chambres de Commerce et d'Industrie

La Chambre de commerce et de l'Industrie dans son avis en date du 22 mai 2025 formule plusieurs remarques concernant les éléments en lien avec l'activité maritime. Elle souhaiterait que le rôle structurant des ports soit plus affirmé comme une contribution aux objectifs économiques et environnementaux du SCOT. Afin de

pérenniser les activités économiques portuaires, une clause d'exception plus claire pourrait être introduite pour la modernisation de leurs équipements dans les secteurs à risque de submersion ou d'érosion. Des zones économiques portuaires intégrant des espaces de développement futur doivent pouvoir être identifiés.

II.1.9 Avis des Chambres des Métiers et de l'Artisanat

La chambre de métiers et de l'Artisanat de Bretagne, dans son courrier en date du 22 mai 2025, émet un avis favorable conditionné à la prise en compte des certaines remarques et réserves.

La chambre partage l'orientation de favoriser l'implantation des artisans en zone urbaine. Cette mixité fonctionnelle doit intégrer l'ensemble des formes d'artisanat y compris celles relevant de l'industrie. Elle rappelle que la compatibilité entre habitat et activité ne préexiste pas toujours, elle doit se construire avec une conception adaptée des projets. Elle considère que seules les SIP intégrées dans les bourgs peuvent évoluer vers plus de mixité fonctionnelle. Les ZAE devant être préservées pour des activités productives. La Chambre précise que cette mixité fonctionnelle ne doit pas se limiter au logement et doit s'ouvrir à d'autres destinations compatibles avec le commerce.

Les seuils envisagés de surface minimale commerciale dans les SIP (200 de SDV, 300 de SDP) lui paraissent bas, elle préconise de les rehausser à 300, 400 m².

La chambre trouve que la dérogation permettant la vente de produits à la ferme va à l'encontre de l'objectif de concentrer l'offre de proximité en centralité. Elle trouverait plus cohérent d'encourager la création de points de vente communs en centralité. Elle conditionnerait la possibilité de créer des Showrooms à un plafond de surface.

La chambre souligne en matière de logements, la nécessité de répondre aux besoins des apprentis et des jeunes en formation, notamment dans le secteur AUCALEUC qui accueille un CFA.

Elle rappelle que la logistique liée au E-Commerce doit faire l'objet d'un encadrement strict, avec une localisation précise.

II.1.10 Avis des SAGEs – Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE Rance Frémur Baie de Beausais, lors de sa réunion du 7 mai 2025, a formulé un **avis globalement favorable** sur le projet arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Dinan Agglomération. Le bureau de la CLE a **salué la qualité des documents et la bonne prise en compte des enjeux du SAGE Rance Frémur dans le SCoT**.

Cependant, cet avis s'accompagne de **plusieurs observations détaillées et propositions de modifications** visant à améliorer la cohérence et l'efficacité des mesures du SCoT, notamment sur des points précis liés à l'eau, aux milieux naturels et aux pratiques agricoles :

- Le SAGE estime que le **descriptif des enjeux qualitatifs dans l'état initial de l'environnement est correct**.

- Concernant la **Prescription 131 sur la plaisance**, il est proposé d'ajouter la notion de "**écosystèmes**" aux activités listées qui ne doivent pas être nuisibles aux activités de pêche et de conchyliculture.

- Le SAGE demande que la **Prescription 9 sur les schémas directeurs d'eau (AEP, assainissement, pluvial)** intègre explicitement la **prise en compte des objectifs et dispositions des SAGE et autres plans d'actions** rédigés par les CLE, tels que les profils de vulnérabilités conchyliques

II.1.11 Avis de la CDPENAF

La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) a émis, à l'unanimité, un **avis favorable** sur le projet arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Dinan Agglomération, en considérant que les orientations du SCoT sont cohérentes avec les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), notamment en matière de **sobriété foncière**

II.1.12 Avis du PNR

Le Syndicat Mixte rappelle son rôle de coordonnateur chargé de veiller à « la cohérence des engagements des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés et de l'Etat et en coordonne tant la mise en œuvre, notamment par une programmation financière pluriannuelle, que l'évaluation de cette mise en œuvre et le suivi de l'évolution du territoire. Le syndicat peut, dans le cadre de cette coordination, présenter des propositions d'harmonisation des schémas de cohérence territoriale. »

Il présente ensuite la transposition des 53 dispositions pertinentes de la Charte du Parc naturel régional (PNR), réparties en trois volets : rapport de Charte, plan de Parc et annexes (espèces, continuités écologiques, paysages).

Ces dispositions couvrent les orientations principales de préservation de la biodiversité, valorisation du patrimoine et gestion équilibrée des ressources.

Le Syndicat Mixte considère que le Programme d'actions du SCOT, intégrant l'aspect Air Énergie Climat (AEC), traduit opérationnellement ces ambitions et implique le Syndicat du Parc comme partenaire.

Le SM du PNR souligne la bonne qualité des documents et la compatibilité générale du SCOT avec la Charte, notamment sur les continuités écologiques. Il suggère toutefois d'approfondir certaines thématiques, comme la requalification paysagère et la maîtrise foncière, et insiste sur la nécessité d'une coopération renforcée entre Dinan Agglomération et le Pays de Saint-Malo à l'échelle du Parc.

II.1.13 Avis du CNPF

DOO :

Le CNPF signale que l'insertion dans les documents d'urbanisme de prescriptions sylvicoles (surface maximum des coupes rases par exemple) allant au-delà du simple classement au titre des articles L113-1, L151-23 et L151-19 du Code de l'urbanisme n'est pas permise par les textes.

Par ailleurs, certaines dispositions du Code forestier visent déjà à protéger les bois et forêts. Elles se traduisent notamment par l'existence de deux arrêtés préfectoraux en vigueur pour les Côtes d'Armor, du 6 juillet 2004 et du 8 avril 2003

En dehors des communes littorales dans lesquelles le PLU ou PLUi doit classer en EBC les parcs et ensembles boisés existants les plus significatifs (art. L121-27 du Code de l'Urbanisme), nous préconisons donc de limiter le classement en EBC aux bois et forêts de surface inférieure à 2,5 ha et ne disposant pas de document de gestion durable.

Au même point du DOO, le paragraphe qui concerne cette gestion durable comporte plusieurs erreurs ou approximations :

- il s'avère que les plans simples de gestion (PSG) sont des documents de gestion durable (DGD) à destination des forêts privées. Ceux-ci sont obligatoires pour les bois et forêts de plus de 20 ha et réalisables volontairement pour les forêts entre 10 et 20 ha.

- il est important de mentionner également le Code des Bonnes Pratiques Sylvicoles (CBPS) avec programme des coupes et travaux ainsi que le Règlement Type de Gestion (RTG), deux autres DGD qui peuvent être appliqués volontairement sur les propriétés boisées de moins de 20 ha. Ils permettent aux propriétaires de petites surfaces forestières de disposer d'une garantie de gestion durable adaptée à la taille de leur propriété.

- pour les forêts publiques, les documents de gestion sont des aménagements forestiers, rédigés par l'Office National des Forêts et validés par le Préfet de région pour les collectivités ou par le Ministre en charge de la forêt pour les forêts domaniales.

PAS

Le CNPF prends note, avec satisfaction de la prise en compte de l'importance des forêts dans la stratégie du territoire pour tendre vers la neutralité carbone, affiché au point 4 de l'Axe 1 de ce document.

III. Les questions au Maître d'Ouvrage :

Au regard des observations émises par le public, des avis réglementaires et de notre propre analyse, la commission d'enquête soumet ici plusieurs interrogations. Par souci de clarté et de simplification, elles sont classées par thèmes. Il est à noter que la commission d'enquête a pu disposer de l'ensemble des observations dès réception des registres, soit le 24 septembre 2025.

Certains avis, notamment celui du préfet, sont accompagnés de réserves et demandent que des compléments soient apportés au dossier avant son adoption. Vous veillerez donc à porter une attention particulière à ces remarques.

III.1 Généralités :

Contributions abordant le sujet :

@62, @83, @123, @124, @126, @127, @138, @139, @164, @167, MIM1, MIM2, MIM4, MIP1.

Questions du public :

Globalement, les habitants apparaissent attachés à leur territoire et à leur patrimoine qu'ils voient comme un atout à protéger.

Cependant, il est reproché par un contributeur de tenir la présente enquête parmi tant d'autres et en plein été, suivie de la rentrée scolaire. Il est également critiqué la stérilité de la concertation, illustrée par des réunions coloriage avec les tables tournantes où la parole est bloquée quand elle ne plaît pas. Aussi, Dinan agglomération ne semble pas prendre en compte les souhaits des habitants du territoire.

Le SCOT de Dinan Agglomération est très restrictif, notamment en matière de développement des énergies renouvelables (EnR), car les installations EnR sont purement et simplement interdites sur certains territoires (prescriptions 16 – Cœur de biodiversité). Cette préconisation va à la fois à l'encontre des objectifs nationaux en matière d'EnR et soulève des questions sur sa validité juridique.

Également, certains observent une incohérence entre les objectifs du SCOT et les projets et pratiques développés par les collectivités et les acteurs locaux, notamment en matière de mobilité, d'implantation des services et équipements. Il y a un manque de cohérence et de solidarités entre les collectivités du territoire dont les enjeux du territoire semblent totalement différents entre le pôle de Dinan, les secteurs ruraux et le littoral.

Par ailleurs, plusieurs contributions mentionnent la difficile lecture des cartes proposées par le document soumis à l'enquête publique.

Questions de la commission d'enquête

Au stade de l'enquête publique, seul un retour général a été donné. Pour autant, les suites plus précises que vous envisagez de donner sont déterminantes dans la construction de l'avis de la commission d'enquête sur le futur SCOT. Aussi, nous vous demandons une réponse plus exhaustive et plus étoffée sur la manière dont vous envisagez de prendre en compte chacun des avis PPA émis sur votre projet. Les réponses attendues à cet effet visent bien à la manière dont chaque point contenu dans ses avis sera pris en compte. **Pourriez-vous nous indiquer pour chaque avis PPA si vous allez en tenir compte, mais aussi de quelle manière, avec quelles évolutions de votre projet ?**

L'objectif d'un SCOT est de définir une organisation territoriale pour un bassin de vie. On note que certains bassins de vie débordent du territoire, Broons et Dinan, sur la frange ouest, et que d'autres communes, au nord, sont sous l'influence de bassins de vie extérieurs au territoire (Erquy, Dinard, Saint-Malo). Par ailleurs, sur les 13 bourgs pôles, 7 n'ont pas formulé d'avis. Ceci amène la commission d'enquête à soulever les points suivants :

- Avez-vous des explications sur le fait que beaucoup de communes, notamment des bourgs pôle, n'ont pas rendu d'avis sur le dossier ?
- Comment analyser-vous la relative faiblesse d'expression des communes ?
- De la même façon, de nombreuses PPA n'ont pas formulé d'avis (Syndicat mixte St Brieuc par exemple) sur le document. Ont-elles participé aux réunions préalables ? Si oui, quelle a été leur contribution ?
- Pouvez-vous nous exposer le travail interscot réalisé en amont de l'élaboration du présent document ?
- Quel bilan tirez-vous du premier SCOT ?

Plusieurs collectivités évoquent la complexité du document et sa lourdeur, ainsi que son manque de lisibilité du document et notamment des illustrations cartographiques. **Aussi, comptez-vous procéder à une modification substantielle (cartes au format A3, carte synthétique A0) afin de rendre ces documents réellement accessibles au public ?**

De même, est-il possible de disposer d'un plan où les périmètres du PNR et celui de Dinan Agglomération sont superposés ?

Dans la note en préambule de l'enquête publique vous faites mention de votre volonté de compléter les justifications et les éléments de diagnostics sur la capacité d'accueil eau et assainissement, **pouvez-vous nous préciser à quel moment ces données complémentaires seront apportées au dossier ?**

De la même manière concernant l'insuffisance du volet mer vous évoquez une étude lancée en 2025 conjointement avec le pays de Saint-Malo dont les résultats seront pris en compte dans le cadre d'une prochaine évolution du document, **pouvez-vous nous préciser à quel moment est programmé le rendu de cette étude ?**

Il apparaît par ailleurs, au regard des questions du public et des PPA, la nécessité de clarifier les intervenants en fonction du sujet évoqué (pistes cyclables, volet air, zones d'activités ou commerciales, ...). Aussi, pouvez-vous clarifier sur ces points quelle est l'autorité administrative compétente ou préciser le partage des compétences afin que le public en soit clairement informé ?

En outre, pourriez-vous apporter des précisions sur les sujets suivants :

- Reformuler précisément la notion de Village ;
- Pleudihen est indiqué sur la carte comme bourg-pôle, mais pas dans le tableau p.26 ;
- La zone des Rochettes apparaît dans l'annexe cartographique des SIP, mais pas dans le tableau ;
- Qu'entend-on par secteur opérationnel p44 du DOO ?
- Les exigences pour la constructibilité dans les villages sont-elles cumulatives (p 28)?

Envisagez-vous d'annexer le glossaire et les définitions précisées au regard des avis des PPA, tel que présenté à l'enquête publique?

Au regard de certaines contributions (et des avis des communes), pouvez-vous nous apporter des précisions sur le partage des résultats de la concertation ?

Enfin, pouvez-vous expliciter le choix sémantique entre prescription et orientation, le DOO ne contenant que des prescriptions ?

III.2 Hypothèse de scénario démographique :

Contributions abordant le sujet :

@141, C6

Questions du public :

L'association les riverains du quartier du Bouloir critique l'hypothèse démographique du SCoT-AEC, jugée trop optimiste et susceptible de surestimer les besoins en logements. Selon elle, la croissance retenue de +0,6 % par an conduit à prévoir 1 000 nouveaux logements, alors que les projections de l'INSEE, plus prudentes (+0,3 à +0,4 %), n'en justifieraient que 500, voire 250 selon des calculs alternatifs. Cette surestimation entraînerait une mobilisation foncière excessive, contraire à la politique de sobriété foncière (ZAN). L'association recommande donc d'aligner les prévisions sur celles de l'INSEE, de réduire les objectifs de construction à 500 logements et d'instaurer une révision périodique des hypothèses démographiques tous les 5 ans.

Questions de la commission d'enquête :

Monsieur Le préfet dans son avis demande des précisions sur le calcul de l'estimation des 15 000 habitants supplémentaire du scénario démographique prévu dans le SCOT d'ici 2046, (précision de l'année de référence et la population correspondante avec intégration de la commune de Beaussais -sur-mer).

La MRAE note que les hypothèses démographiques du projet sont supérieures aux prévisions de l'Insee et que leur justification reste insuffisante et recommande des scénarios alternatifs. Par ailleurs elle préconise de justifier la capacité des réseaux de transport à répondre à une croissance démographique de 15 000 habitants supplémentaires ainsi qu'à l'accroissement du flux touristique.

Aussi, **pouvez-vous justifier le scénario retenu, et apporter des précisions sur son mode de calcul ?**

Le SCOT mentionne la volonté de conforter l'attractivité locale. **Pouvez-vous nous indiquer les moyens et les outils que vous allez mettre en œuvre ? Quelle tendance en ce domaine souhaitez-vous encourager ?**

III.3 Enveloppe foncière :

Contributions abordant le sujet :

@58, @64, @65, @78, @83, @137, @141, C6

Questions du public :

L'association les riverains du quartier du Bouloir dénonce un déséquilibre dans les analyses du SCoT-AEC : les projections démographiques sont très détaillées et optimistes, tandis que les impacts sur l'agriculture, la disponibilité des terres et les nuisances liées à la circulation sont insuffisamment évalués. Elle demande donc une révision du SCoT-AEC afin d'imposer des exigences statistiques équivalentes pour l'agriculture et les nuisances. Elle propose l'intégration d'une obligation systématique de justifier pour l'utilisation de nouveaux terrains qu'il n'existe pas d'alternative en friche ou en renouvellement urbain. À défaut, la trajectoire ZAN serait compromise et le document fragilisé.

Questions de la commission d'enquête :

L'État constate le renvoi au PLUiH de la territorialisation des consommations d'espaces et qu'une partie substantielle des 243 ha a déjà été autorisée ou consommée. Il note par ailleurs qu'il n'est pas fait mention du projet de déviation de Plancoët de la consommation foncière qu'il engendrerait.

Le tableau p 10 du diagnostic économique indique que les ZAE du territoire représentent 560 ha dont 29,2ha sont des lots disponibles cessibles, 14,2 ha des lots cessibles en options, et 25ha sont des réserves foncières de Dinan agglomération. En application de la circulaire ZAN du 31 janvier 2024, les zones d'aménagement concerté font l'objet d'une comptabilisation du foncier particulière. Ce tableau ne ventile pas les réserves foncières en ZAC.

L'objectif chiffré de la consommation d'ENAF se cantonne à reprendre les objectifs du SRADDET, sans explications sur les modalités de calcul de cette estimation et de leur répartition par typologie.

Suite à notre demande, vous nous avez adressé un tableau identifiant la part du potentiel foncier en ZAC à hauteur de 18 HA. **Aussi, pourriez-vous nous confirmer que l'objectif à l'horizon 2031 de consommation foncière pour l'activité économique est de 25 ha auquel peut se rajouter les 18 ha en ZAC (soit 43 ha) et nous préciser sur quelles ZAC du territoire sont répartis les 18 ha ?**

Quel mode de calcul a été retenu pour définir la répartition de la consommation foncière par typologie d'occupations ?

De même quelle est la territorialisation précise de l'enveloppe en ha au regard de la répartition indiquée en logements ? Et quelle est l'enveloppe réellement disponible en 2025 au regard de la consommation déjà réalisée depuis 2021?

En outre, la prescription 88 « densification de l'enveloppe urbaine » demande à être précisée ; Les taux de densification du tableau p 45 sont-ils des seuils minimaux ? Aussi, quelle justification apportez-vous aux extensions d'urbanisation ?

Par ailleurs, dans quelle vocation est classée le projet de réhabilitation des carrières du Routin. Si ce projet n'est plus d'actualité, doit-il apparaître et être aussi précisément présenté dans le diagnostic Économique et social ?

Enfin, la commune de Caulnes a émis une réserve portant sur la question suivante : **comment sont prises en compte les dents creuses dans les villages ?**

III.4 Logements :

Contributions abordant le sujet :

@E2, @106, @113, @124, @126, @138, @140, @141, @166, C6, MC1, MIP3

Questions du public :

L'association les riverains du quartier du Bouloir rappelle que les habitants, dans le cadre de la concertation, ont exprimé une forte attente pour des logements accessibles, en particulier des petits logements adaptés aux jeunes ménages, aux familles monoparentales et aux seniors et demande que le DOO impose une part minimale de logements sociaux et intergénérationnels dans tout projet de renouvellement urbain, en particulier lorsqu'il résulte de la transformation d'équipements collectifs publics (écoles, casernes, hôpitaux).

Un intervenant note aussi que le bilan de la concertation fait ressortir le besoin de permettre à chacun de se loger d'assurer un parcours résidentiel, de réguler le développement des résidences secondaires pour favoriser l'accès aux résidents à l'année. Que sur le secteur du littoral, pour la première période du SCOT, le nombre de résidences secondaires programmées est plus élevé que celui des résidences principales.

Il pense que le parc trop important de résidences secondaires a un impact : les jeunes des familles locales sont évincées du marché immobilier, la location de courte durée réduit l'offre de logements, un vieillissement de la population, un déclin des services publics, des dotations de l'Etat plus faible, une représentativité locale faussée dans la corps électoral.

Questions de la commission d'enquête :

L'Etat mentionne la possibilité pour le PLUi-H de mettre en place des zones ciblées pour l'application de servitude de résidence principales. Une liste des zones devant prioritairement recevoir ce type d'outils aurait permis de légitimer d'autant plus l'action du PLUi-H en la matière. Le SCoT-AEC de Dinan aurait pu anticiper de façon plus approfondie les évolutions à venir en matière de production de logement, notamment pour les logements locatifs sociaux.

Aussi, **souhaitez-vous mettre en place des actions afin de gérer de manière plus restrictive les résidences secondaires et les locations saisonnières ?** Considérez-vous que ce sujet soit traité dans le document de manière à permettre l'inversion de la tendance ?

Le SCOT prescrit dans le DOO un pourcentage de 30% de logements abordables dans les bourgs pôles, **Qu'envisage le SCoT pour les autres bourgs et villages ?**

Avez-vous pris en compte dans votre programmation de logement, le fait qu'au regard du vieillissement de la population, une part importante de logements vont se retrouver sur le marché ?

La question du logement des jeunes ne devrait-elle pas être abordée de manière à maintenir cette population sur le territoire ?

De façon générale, de quelle manière passez-vous de la territorialisation de l'enveloppe des logements à la priorisation de l'accueil de résidents principaux ?

III.4 Développement économique :

Contributions abordant le sujet :

@42, @83, @109, @112, @140, @162, @170, C3, MC1, MIM5, MIP3.

Questions du public :

La Commune Beaussais sur mer s'interroge sur les possibilités d'extension de sa Zone d'activité.

Le gérant de la boutique Fort La Latte envisage de transformer la maison du gardien , aujourd'hui vacante, en un commerce de restauration et de débit de boissons en complément de la boutique existante.

La prescription 63 qui envisage de freiner la construction de nouveaux locaux commerciaux hors périmètre de centralité lui paraît trop restrictive et ne pas tenir compte de toutes les situations existantes, notamment du cas de figure où des constructions existantes et non utilisées pourraient faire l'objet d'un changement de destination en activité commerciale sans induire d'augmentation de flux routiers et de trafic.

Il note que le Conseil Municipal de Plévenon dans son avis du 22 mai 2025 regrette les termes de la prescription 63 et pense que des activités commerciales pourraient se développer au sein des sites Touristiques déjà artificialisés dans des constructions existantes.

Deux projets sont concernés sur le territoire de la commune de Plévenon, celui du Bar Restaurant dans la maison du gardien du Fort La Latte, et celui du réaménagement du phare du cap Fréhel.

En conséquence, il souhaiterait que la prescription 63 intègre une exception supplémentaire en autorisant le changement de destination des constructions existantes ou de dépendances de monuments historiques ouverts à la visite en locaux à usage commercial, tout en les conditionnant à l'absence de modification de l'emprise au sol et à l'absence d'augmentation significative des flux de trafic.

Questions de la commission d'enquête :

Le DOO ne précise pas quelle est la référence pour identifier la surface foncière existante des SIP à la date d'approbation du SCoT. Selon la référence retenue, le périmètre de certains SIP existants pourrait être très consommateur d'espaces naturels ou agricoles. **Le périmètre des SIP ne semble pas suivre un parcellaire identifié. Une définition à la parcelle des SIP vous paraît-il envisageable ?**

La Chambre des Métiers et de l'Artisanat pense les seuils envisagés de surface minimale commerciale dans les SIP (200 de SDV, 300 de SDP) lui paraissent bas, elle préconise de les rehausser à 300, 400 m² ? **Prendrez-vous en compte cette suggestion ?**

Comment envisagez-vous de répondre aux attentes de la commune de Plévenon et du propriétaire du site de Fort La Latte ?

Si les prescriptions liées au développement de la densité et aux qualités naturelles et écologiques nous paraissent développées pour les bourgs et les SIP, **elles nous semblent moins avoir été abordées pour les zones d'activités. Une concertation avec les aménageurs de ces zones a-t-elle été réalisée ou est-elle programmée ?**

Pouvez-vous nous préciser la place dans le SCoT pour la recherche et l'innovation (ex : boucle énergétique avec de petites éoliennes) ?

Comptez-vous mettre à contribution les entreprises, y compris agricoles, au développement EnR ?

Par ailleurs, prévoyez-vous un accompagnement des agriculteurs dans les mutations des procédés de méthanisation (de la cogénération à l'injection) ?

III.5 Environnement (eau, espaces naturels...) :

Contributions abordant le sujet :

@E1, @E3, @E7, @E8, @E9, @E10, @E11, @E12, @E13, @E14, @E15, @E16, @E17, @2, @4, @5, @6, @7, @9, @10, @11, @12, @13, @14, @15, @16, @17, @18, @19, @21, @22, @23, @24, @25, @26, @27, @28, @29, @30, @31, @33, @34, @35, @36, @37, @38, @39, @40, @41, @42, @43, @44, @45, @46, @47, @48, @49, @50, @51, @52, @53, @54, @55, @56, @57, @58, @59, @60, @61, @63, @64, @65, @66, @69, @70, @71, @73, @74, @75, @76, @77, @79, @80, @81, @82, @84, @85, @86, @87, @88, @89, @90, @91, @92, @93, @94, @95, @96, @97, @98, @99, @100, @102, @103, @104, @105, @107, @108, @109, @110, @111, @114, @115, @116, @117, @118, @119, @120, @121, @122, @125, @127, @128, @130, @131, @132, @133, @134, @135, @141, @142, @143, @144, @145, @146, @147, @149, @150, @151, @153, @154, @156, @157, @158, @159, @160, @161, @162, @165, @168, @173, C3, C4, C5, C6, DA1, MC1, MIP1,

Questions du public :

La très grande majorité des observations **expriment un rejet pur et simple de l'éolien**, mais également sur certains sites parfaitement identifiés : communes de Trébédan, Mégrit, Champs-Géraux.

Le choix de Dinan Agglomération d'intégrer au mix énergétique une énergie considérée comme intermittente, coûteuse pour le contribuable, est contestée du fait des résultats, opposés à cette solution, de la concertation préalable sur le sujet. Il est aussi rapporté que des communes concernées par le schéma éolien et sur lesquelles des zones d'opportunités d'implantation ont été indiquées se sont exprimées défavorablement et qu'il n'a pas été tenu compte du vote du conseil municipal. La manne financière qu'occasionnerait l'implantation d'éoliennes ne compense à aucun moment les atteintes portées à la santé des hommes, des animaux et du Vivant en général.

L'association AEDD de Trébédan (180 adhérents) soutient le projet de SCOT-AEC de Dinan Agglomération, notamment son ambition écologique, mais alerte sur la complexité des documents et l'imprécision des cartographies. Elle souligne le manque d'actualisation des inventaires de biodiversité et demande une meilleure protection des bois et landes de Trébédan ainsi que le reclassement des espaces naturels en zones à forts enjeux. L'association souhaite aussi un soutien aux particuliers pour réduire la consommation énergétique, une réévaluation des distances minimales autour des éoliennes (mâts désormais de 230 m) et considère le projet éolien de Trébédan incompatible avec les objectifs de préservation de la biodiversité. Enfin, elle défend des énergies renouvelables locales mais critique la revente de projets à l'étranger.

Par ailleurs, l'impression d'être « envahi » par les éoliennes est également prégnant dans les opinions exprimées. Ainsi, des habitants du secteur d'Yvignac-la-Tour et Broons rassemblant les 10 éoliennes présentes sur le territoire de Dinan Agglomération considèrent être suffisamment impactés. **Aussi, vous veillerez à répondre de manière circonstanciée à cette problématique qui semble atteindre la sensibilité des habitants.**

Seule la commune de Trébédan soutient le projet d'implantation de deux éoliennes, l'une près du site protégé et restauré (Obligation Réelle Environnementale confiée en gestion à Bretagne Vivante par la commune) des Grandes Landes, dans un contexte boisé, l'autre près d'une exploitation agricole. La commune regrette que la prescription 17 indiquant que « la production d'énergie renouvelable par méthanisation, éolienne n'est pas autorisée dans les réservoirs de biodiversité » empêche l'implantation du dispositif situé par ailleurs en Espace Boisé Classé comme le sont tous les espaces boisés sur le territoire de Dinan Agglomération. Elle demande le retrait de cette disposition, qu'elle juge anormalement prescriptive sans examen préalable des mesures ERC du projet.

Le propriétaire du site Fort La Latte considère que la prescription 130 qui indique que : « l'accès aux sites », (Cap Fréhel et Fort La Latte notamment) doit être limité pour éviter la sur fréquentation par l'éloignement et la gestion de stationnement, voire des restrictions d'accès repose sur une dénaturation des faits et une appréciation erronée.

Il rappelle que le Fort La Latte est une propriété privée et que la légalité de cette orientation se pose et que dans la gestion de ce site, les propriétaires ont toujours pris les mesures pour le préserver avec un taux de fréquentation stable depuis des années.

Au regard de la gestion rigoureuse du site (zonage de protection et un encadrement administratif et réglementaire strict), les termes « vulnérables » et « sur fréquenté » lui paraissent inappropriés, voire inacceptables. Aussi, il demande que cette prescription soit supprimée, ou voire remplacée par la rédaction suivante : « L'accès aux sites les plus emblématiques (Cap Fréhel et Fort La Latte notamment) doit rester maîtrisé ».

Plusieurs contributions soulignent néanmoins l'intérêt porté par Dinan Agglomération à la préservation des éléments environnementaux : trame verte et bleue détaillée en cœurs et corridors de biodiversité dont plusieurs

qualifiés de sites remarquables par le Parc Naturel Régional Vallée de la Rance - Côte d'Émeraude et qualité de vie préservée dans de beaux paysages. Des protections supplémentaires seraient toutefois envisageables (Grandes Landes par exemple). D'autres pointent l'incohérence du projet de SCoT avec les ambitions du PNR, essentiellement du point de vue de la poursuite de l'urbanisation.

Questions de la commission d'enquête :

Au vu de la mobilisation d'habitants de TREBEDAN contre le projet communal, sur un foncier public, de construction de 2 éoliennes, pouvez-vous préciser si le projet se situe dans un secteur éolien identifié au diagnostic « Énergie » et si oui, **sous quel numéro (le schéma page 62 du diagnostic, outre une échelle très petite, ne comporte pas de légende) de manière à ce que la commission d'enquête puisse identifier la problématique de ce projet ?**

La prescription 17 du DOO comporte l'interdiction a priori la construction d'éoliennes en corridors de biodiversité. **Comment cette interdiction a-t-elle été déterminée ? Envisagez-vous d'amender le projet de SCoT en fonction des contributions de la commune de Trébédan et de ABO Energy ?**

La prescription 17 du DOO concerne également les dispositifs de méthanisation. **Pouvez-vous lister les raisons pour lesquelles une installation de méthanisation constitue un obstacle à la protection de la biodiversité ?**

Dans le Projet d'Aménagement Stratégie, l'on peut lire sous l'objectif « Préserver la qualité de l'eau » que le développement urbain sera planifié « en tenant compte des capacités de traitement, des solutions techniques à venir et des capacités du milieu récepteur ». Or non seulement les masses d'eau superficielles qui constituent un réseau important sur le territoire n'atteignent le bon état écologique que pour 4% des cours d'eau selon l'étude réalisée en 2017 par l'agence de l'eau Loire-Bretagne (nitrates, phosphore, pesticides, micropolluants, atteinte à la morphologie, obstacles à l'écoulement, altération des débits), mais encore, La Rance, principal milieu récepteur d'assainissement, est classée en zone sensible à l'eutrophisation depuis 1999.

Pouvez-vous détailler ce point stratégique de calage du développement sur les capacités du milieu récepteur ?

Préalablement aux extensions d'urbanisation, envisagez-vous d'accélérer la réhabilitation des installations existantes dont un grand nombre ne répondent pas aux exigences légales ?

Plus généralement, dans un contexte de changement accéléré du climat (voir PJ 1 pour les données concernant votre territoire à l'horizon 2100), **pensez-vous que votre document prend suffisamment en compte les effets du changement climatique sur les sujets suivants : ressource en eau, mobilités actives (maillage territorial), élévation du niveau marin et recul du trait de côte ?**

III.6 Agriculture :

Contributions abordant le sujet :

@E4, @E17, @2, @4, @156, @157.

Questions du public :

Des contributeurs soulignent l'importance de soutenir une agriculture durable.

En compatibilité avec le SRADDET qui encourage le développement des circuits courts alimentaires, la structuration des filières bio et la vente directe à la ferme, un contributeur suggère :

- De protéger les pâturages attenants aux bâtiments d'élevage (levier de qualité de l'eau) ;
- Donner la priorité à l'agriculture paysanne biologique en identifiant les fermes bio comme espaces stratégiques agricoles à protéger, en favorisant les projets de vente directe à la ferme ou sur les marchés, en cohérence avec le Projet Alimentaire Territorial ;
- Conditionner toute extension urbaine sur des terres agricoles biologiques pâturables à la démonstration préalable de l'épuisement des capacités de densification et de réhabilitation du bâti existant ;

A son sens, le SCoTAEC doit aller plus loin pour être véritablement compatible avec la trajectoire ZAN, le SRADDET Bretagne, les engagements du PNR Vallée de la Rance – Côte d'Émeraude et le Projet Alimentaire Territorial.

Enfin, une contributrice soulève la problématique de la construction de logement sur les terres agricoles lors de l'installation d'une nouvelle activité, notamment lorsque le porteur de projet ne dispose pas de logement par ailleurs.

Questions de la commission d'enquête :

La MRAE estime que Les règles applicables aux différents espaces de l'armature de la trame verte et bleue constituent des dispositifs essentiels au soutien de la biodiversité, alors que la chambre d'agriculture demande qu'elles soient nuancées et que soit permise à minima les constructions agricoles dans les corridors écologiques. La chambre d'agriculture demande une évolution de la prescription 145 concernant le changement de destination des anciens bâtiments agricoles en friche, afin qu'elle intègre explicitement la condition d'absence d'impact négatif sur l'activité agricole environnante alors que certaines collectivités estiment que la condition de proximité de la friche agricole avec les équipements et services est beaucoup trop limitative et s'interroge sur le devenir de celles-ci si elles ne peuvent être valorisées.

Elle conteste que les logements de fonction agricole soit considéré comme un bâtiment agricole. Selon leur lecture, la décision du CE du 13 février 2024 reconnaît au logement un lien de fonctionnalité avec l'exploitation agricole, mais en aucun cas une destination agricole au sens du Code de l'urbanisme.

L'Ae recommande l'intégration de mesures spécifiques visant la protection des espaces agricoles et forestiers, incluant l'identification des prairies pour leur capacité de stockage de carbone ainsi que la définition d'espaces agricoles stratégiques. À titre d'exemple, le SCoT-AEC pourrait désigner des zones agricoles protégées (ZAP) ou établir des périmètres de protection des espaces naturels et agricoles périurbains (PENAP).

Comment envisagez-vous la priorisation des réponses à ces demandes paradoxales ?

Dans la note en préambule de l'enquête publique, vous réaffirmer la place de la trame verte et bleue et votre volonté de la renforcer, sans nuire à l'activité agricole sur le territoire, pouvez-vous nous préciser comment vous envisagez la priorisation, entre les demandes contraires ?

Concernant la qualification des logements de fonction agricole, nous notons dans cette même note que la prescription 144 sera modifiée. **Pouvez-vous le confirmer ici ?**

Envisagez-vous de déterminer dans le DOO qui sera adopté « les espaces agricoles » à protéger ?

Les atteintes à l'état chimique et écologique des masses d'eau superficielles se retrouvent dans les masses d'eau littorales, le SDAGE ciblant 2 territoires en tant que « baie algues vertes » dont l'origine est essentiellement agricole. **Pouvez-vous nous préciser en quoi consiste l'accompagnement foncier auprès des agriculteurs pour permettre la préservation des ressources en eau ?**

Comment envisagez-vous votre partenariat avec la SAFER sur les mutations foncières ?

De même, afin d'améliorer le ratio d'autonomie alimentaire du territoire, à savoir la diversification, la limitation de l'élevage intensif (puisque le constat de 3 UGB par ha sur le

territoire représente le double du seuil critique), comptez-vous mettre en place des actions avec d'autres partenaires ?

III.7 Infrastructures :

Contributions abordant le sujet :

@83, @141, @148, @167, C6

Questions du public :

L'association du quartier du Bouloir note que le DOO évoque la nécessité d'apaiser la circulation, alors que certains quartiers souffrent déjà de congestion. La densification sans études approfondie de ses effets sur la circulation lui paraît incohérente et demande que soit rendu obligatoire une étude de circulation préalable à toutes opérations de densification.

Un contributeur écrit :

« L'objectif, louable, de favoriser les mobilités alternatives devra se traduire dans l'organisation et la mise en œuvre d'aménagements permettant à l'ensemble des usagers du domaine public :

- d'avoir la liberté de choix de son mode de transport : voiture personnelle, covoiturage et modes actifs (vélo ou marche) ;
- de pouvoir faire ce choix en toute sécurité.

Ce pourrait être l'objet d'un schéma directeur articulant cette démarche au niveau du territoire, de chacun de ses secteurs et de chaque commune »

Questions de la commission d'enquête :

L'agglomération de Dinan a-t-elle réalisé une étude de l'impact de la densification sur les flux de circulation du territoire ?

Dinan agglomération a-t-elle un schéma Directeur des mobilités alternatives ?

En ce qui concerne les mobilités douces, existe-il un maillage territorial en dehors de la voie verte qui ne concerne qu'une partie du territoire ?

Le SCOT met en avant dans son diagnostic le débordement du territoire des migrations pendulaires. Des projets de renforcement des transports publics pour faciliter ces déplacements sont évoqués, mais sans planning prévisionnel de leur réalisation et de leur maîtrise d'ouvrage, **auriez-vous des précisions à apporter sur ce sujet aux lecteurs du SCOT ?**

III.8 Loi littoral :

Contributions abordant le sujet :

@164, MIM2, MIM5, MIP3.

Questions du public :

Ce sujet est abordé tout d'abord par le prisme de l'inquiétude de l'élévation du niveau de la mer et de la prise en compte des activités marines.

Un contributeur s'interroge sur l'évolution des zones d'activités situées en zone littorale.

Questions de la commission d'enquête :

L'État note que le SCoT aborde peu cette thématique alors que sa note d'enjeux demandait d'identifier les besoins d'installation et d'équipements à terre pour ces activités. **Pouvons-nous disposer de la note d'enjeux de l'Etat ?**

L'État demande également des compléments sur la capacité d'accueil des communes du littoral et sur la délimitation des espaces naturels présentant un caractère de coupure **afin de répondre aux attendus du code de l'urbanisme. La délimitation des espaces proches du rivage et des coupures d'urbanisation figure-t-elle seulement dans l'annexe 2 du DOO, sous forme de plan A4 ?**

Conformément à l'Art L.141-13 du CU, il aurait été opportun de réaliser une identification des secteurs propices aux ouvrages de défense. À défaut, on pourrait considérer que l'EPCI estime qu'aucun ouvrage n'est nécessaire ou justifié.

Le SCoT-AEC n'évoque pas la manière dont la capacité d'accueil pour les communes littorales est déterminée, alors que l'article L.121-21 du CU l'impose en ces termes :

« Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte de la préservation des espaces et milieux mentionnés à l'article L. 121-23 ;

1° bis De l'existence de **risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine, et de la projection du recul du trait de côte** ;

2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ;

3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés.

Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou **la reconstruction des constructions existantes.**

Existe-t-il une stratégie de repli pour les zones soumises au risque du retrait du trait de côte ? Comment serait-elle conduite par Dinan Agglomération ? Quelle sera la traduction dans le SCoT ?

Le projet aborde la question de la répartition des usages de l'eau en zone littorale. **Pouvez-vous donner des précisions ?**

Les constructions et installations à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics ne pouvant être autorisés que dans les secteurs déjà urbanisés (SDU) identifiés par le schéma de cohérence territoriale, leur détermination est importante. **Avez-vous évolué dans la définition du SDU (second critère : aménagements urbains, jugé trop large par l'Etat) ? Modifierez-vous la liste figurant au projet de SCoT ?**

De la même façon, modifierez vous la liste des villages loi-littoral aussi identifiés au SCoT ?

La région note que le document affirme clairement la priorité donnée aux activités nécessitant une proximité de la mer, **un volet maritime dans le document permettrait cependant de compléter les orientations en la matière. Envisagez-vous de le développer dans le document qui sera approuvé ?**

III.9 Volet Air Énergie Climat :

Contributions abordant le sujet :

@E1, @E3, @E7, @E8, @E9, @E10, @E11, @E12, @E13, @E14, @E15, @E16, @E17, @62, @64, @65, @66, @67, @68, @71, @72, @73, @74, @75, @76, @77, @78, @79, @80, @82, @87, @88, @89, @102, @103, @104, @105, @107, @108, @111, @114, @115, @117, @119, @120, @131, @132, @133, @134, @135, @142, @147, @149, @150, @151, @153, @154, @155, @157, @158, @159, @160, @161, @163, @164, @165, @168, @169, @171, @172, @173, C3, C4, C5, DA1, MC1, MIP1.

Questions du public :

Voir les questions évoquées au paragraphe III.5

Questions de la commission d'enquête :

Si le volet AEC du SCoT comporte, conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement, un diagnostic et un plan d'action, **le dispositif de suivi et d'évaluation ainsi que le plan d'actions qualité de l'air, pièces réglementaires essentielles au PCAET sont absentes du projet de SCoT-AEC.** Une alerte est par ailleurs faite sur la nécessaire stratégie territorialisée. **L'absence de stratégie formalisée ne permet pas d'identifier les priorités et les objectifs de la collectivité ainsi que son impact socio-économique, notamment la prise en compte du coût de l'action et celui d'une éventuelle inaction, conformément aux dispositions de l'article R.229-51 du code de l'environnement.**

- Il conviendrait que la collectivité se fixe des objectifs pour les différents jalons temporels 2026, 2030 2050 (en adéquation avec les jalons nationaux pour permettre leur appréciation).
- Le PAS affiche des objectifs dans son axe 1 et 3 (diviser par deux la consommation d'énergie du territoire, autonomie énergétique, développement des énergies renouvelables, réduction des GES), sans objectifs opérationnels.
- Le programme d'action du volet AEC, n'est pas décliné par secteur d'activités, les moyens de pilotage et financiers alloués pour une bonne réalisation des actions sont insuffisants.
- Le pilotage proposé pour les quelques actions recensées est principalement porté par Dinan agglomération, la collectivité gagnerait à enrichir ce programme par des actions portées par les différents acteurs socio-économiques.
- **Un plan d'actions qualité de l'air, dont le contenu est fixé réglementairement, devra donc être intégré au projet de SCoT-AEC préalablement à son adoption. A minima, une étude sur les populations sensibles et leur santé devra être faite en listant notamment la liste des établissements sensibles et leur localisation.**

Compte tenu de ces éléments et de l'avis réservé du Préfet sur les différentes parties de ce volet, envisagez-vous de compléter votre dossier en ce sens ?

Le projet de territoire du SCoT-AEC de Dinan Agglomération constitue en soi dans sa globalité un projet d'adaptation au changement climatique. La question des ressources et de l'adaptation aux évolutions est posée comme un préalable à la définition du projet de développement. Il identifie les vulnérabilités de son territoire au changement climatique sur des thématiques transversales (ressources et milieux, populations ou encore activités économiques). **La Région incite le SCoT à parachever cette ambition en la déclinant en fonction des typologies d'espaces ou en fonction du niveau de polarité de l'armature territoriale.**

Quelle est votre position sur ce sujet ?

Le diagnostic de l'état initial de l'environnement est riche, particulièrement sur la biodiversité, mais manque d'un **bilan précis du PCAET** précédent pour évaluer l'efficacité des actions « air énergie climat ». **Comme indiqué précédemment, pouvez-vous fournir un bilan intermédiaire de celui-ci ?**

Quels sont les documents cadres disponibles en matière d'accélération des EnR (Schéma éolien etc.), au vu du caractère intégrateur du SCoT ?

En ce qui concerne l'évolution de l'UVE de Taden, pouvez-vous nous confirmer la réalisation effective du réseau de chaleur et à quel horizon ce projet pourrait-il être mis en service ?

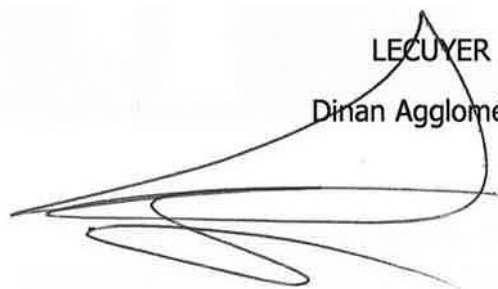
Nous vous rappelons que vous disposez d'un délai de 15 jours à compter de la remise de ce procès-verbal pour nous transmettre votre mémoire en réponse. Vous avez la possibilité d'opter pour un délai supplémentaire à condition de nous en informer dans un délai raisonnable.

Procès-Verbal remis contre signature le 2 octobre 2025

Fait en 2 exemplaires

Le Président de Dinan Agglomération,
Arnaud LECUYER

LECUYER
Dinan Agglomération



La Commission d'enquête,

Anne-Valérie DAMAGNEZ

Membre titulaire



Pascale LE FLOCH-VANNIER

Membre titulaire

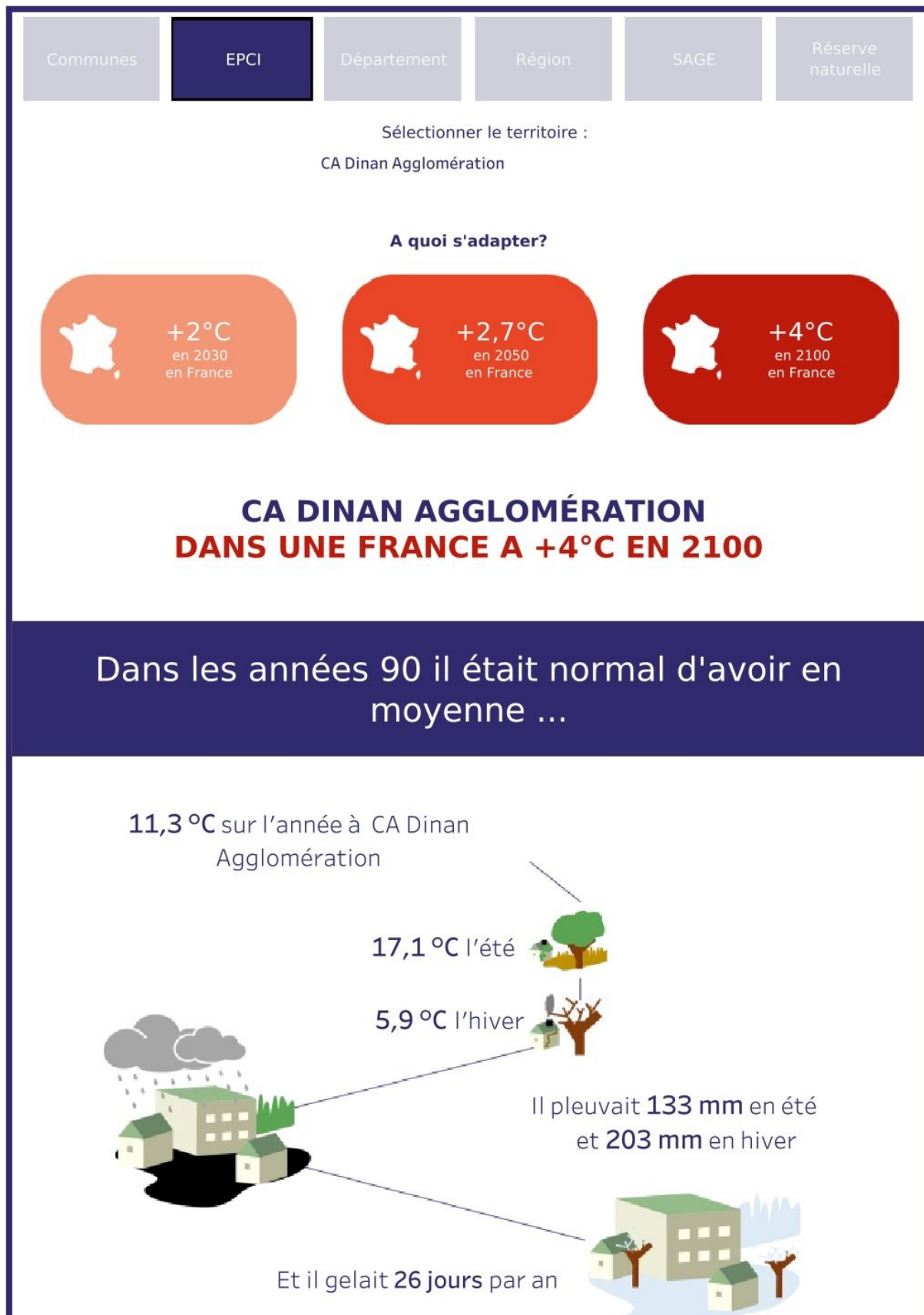


Jean-Baptiste GAILLIEGUE
Président de la Commission d'Enquête



PJ 1 : Données climat Dinan Agglomération à l’horizon 2100
PJ 2: Tableau des observations déposées lors de l’enquête publique

PJ 1 : Le climat de DINAN AGGLOMÉRATION en 2100



Tout ça c'est le :



Grâce à un ensemble de modèles, projetons-nous maintenant

Dans un futur où la France se réchauffe de 4°C en 2100 par rapport à la période préindustrielle

Les indicateurs qui suivent seront tous exprimés par rapport à la période de référence des modèles 1976-2005

QUEL SERA LE CLIMAT MOYEN À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?

Passez votre souris sur les cellules des tableaux pour afficher les infobulles contenant les valeurs basses et hautes de l'intervalle de confiance à 90% de l'ensemble multi-modèles.



Température moyenne

Année	11,3 °C	14,2 °C soit +2,9 °C
Été	17,1 °C	20,5 °C soit +3,4 °C
Hiver	5,9 °C	8,5 °C soit +2,6 °C

Cumul de précipitations



Année	711 mm	752 mm soit +5%
Été	133 mm	101 mm soit -25%
Hiver	203 mm	239 mm soit +18%

Nombre de jours de gel

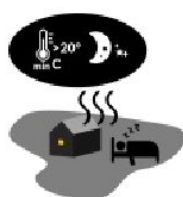
Année	26 jours	9 jours
-------	----------	----------------

QUELLES FORTES CHALEURS À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?



Nombre de journées très chaudes par an

Année	3 jour(s)	13 jour(s)
-------	------------------	-------------------



Nombre de nuits chaudes par an



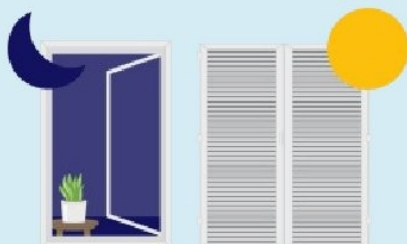
Année	0 nuit	7 nuits
-------	---------------	----------------



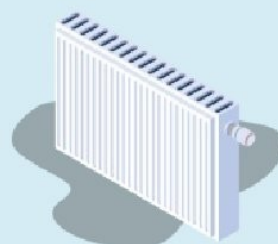
Record de température sur 20 ans

Année	38,1°C	43,7°C
-------	---------------	---------------

QUEL IMPACT SUR LE CONFORT THERMIQUE DES BÂTIMENTS ? POUR UN RÉCHAUFFEMENT DE **+4°C** À CA DINAN AGGLOMÉRATION



Le besoin en refroidissement
des bâtiments augmente de
+ 328%



Le besoin en chauffage des
bâtiments diminue de
- 33%

QUELLE ÉVOLUTION DES SÉCHERESSES À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?



Nombre de jours sans pluie par an

Année	235 jours	+ 10 jour(s)
-------	-----------	--------------



Durée de la plus longue période sans pluie de l'année (Nombre de jours consécutifs sans pluie)

Année	23 jours	28 jours
-------	----------	----------



Nombre de journées chaudes par an

Année	20 jour(s)	60 jour(s) soit +40 jour(s)
-------	------------	--------------------------------



Evapotranspiration potentielle cumulée par an



Année	655 mm	+ 16%
Été	300 mm	+ 17%



Bilan hydrique Précipitations - évapotranspiration

Été	-167 mm	- 48%
-----	---------	-------



Nombre de jours avec sol sec

Année	142 jour(s)	163 jour(s) soit +20 jour(s)
-------	-------------	---------------------------------

Printemps	4 jour(s)	7 jour(s) soit +3 jour(s)
Été	74 jour(s)	81 jour(s) soit +7 jour(s)
Automne	63 jour(s)	72 jour(s) soit +11 jour(s)
Hiver	2 jour(s)	5 jour(s) soit +3 jour(s)



Nombre de jours avec sol très sec

Année	56 jour(s)	93 jour(s) soit +37 jour(s)
-------	------------	--------------------------------

Les sécheresses des sols seront **1,8 fois plus intenses**
dans une France à **+4°C** à CA Dinan Agglomération

L'eau disponible dans un sol va dépendre des précipitations et de l'évapotranspiration, elle-même influencée par la température de l'air, le vent et l'humidité de l'air. La combinaison d'un déficit pluviométrique et de températures élevées peut engendrer une sécheresse de la couche superficielle des sols, impactant la croissance de la végétation. La nature du sol (notamment sa teneur en matière organique), et sa capacité à retenir l'eau pour qu'elle soit disponible pour les plantes (la réserve utile) vont aussi influencer sa tendance à entrer en sécheresse.

QUELS RISQUES DE FEUX À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?



Nombre de jours avec risque modéré de feu de végétation

Année	14 jours	+ 25 jours
Été	10 jours	+ 18 jours



Nombre de jours avec risque significatif de feu de végétation

Année	1 jour(s)	+ 3 jour(s)
Été	0 jour(s)	+ 2 jour(s)

L'évaluation de la sensibilité aux feux de forêt se fait grâce à l'Indice Forêt Météorologique (IFM) qui caractérise la propension d'un feu de forêt à éclore et se propager sous l'influence des conditions météorologiques (température, humidité de l'air, vitesse du vent et précipitations).
Source: Météo France

QUELLE ÉVOLUTION DES PLUIES ET INONDATIONS À CA DINAN AGGLOMÉRATION ?





1976-2005

2021-2050

Cumul de précipitations hivernales

Hiver	203mm	239mm soit +18%
-------	-------	--------------------



Précipitations extrêmes

Précipitations journalières parmi les 0,01% les plus intenses sur l'horizon, c'est à dire se produisant environ 1 fois tous les 3 ans.

Année	34mm	42mm soit +18%
Été	40mm	44mm soit +7%
Hiver	29mm	38mm soit +30%

Les modèles climatiques resteront peu adaptés à l'étude des extrêmes, ils ne prennent par exemple pas totalement en compte les précipitations orageuses.

Comme tous les indicateurs de précipitations, l'incertitude liée aux modèles est importante et vient s'ajouter à la forte variabilité naturelle. Des travaux sont en cours pour améliorer les projections des extrêmes de précipitations futures.



Traitements et réalisation : Observatoire de l'environnement en Bretagne, 2025.

Dernière mise à jour : 21/07/2025

Source des données : Météo France, projections de référence « explore2 2022 » pour la France métropolitaine (Drias).

Méthodologie de calcul des indicateurs par degrés de réchauffement : indicateurs calculés par l'OEB à partir des données de l'ensemble multi modèle explore2 2022, disponible sur le portail Drias-climat (Météo France).

Méthodologie de mise aux mailles territoriales : les données de sortie de correction de modèles sont en points de grille de 8km. Pour obtenir des indicateurs aux mailles commune, EPCI, département, Région, SAGE et réserve naturelle nous avons reproduit la méthode d'agrégation spatiale de Météo-France utilisée pour ses outils Climat'diag et ClimatHD.